

# INPRECOR

Numéro 233 du 29 décembre 1986 - 12FF - 85FB - 4FS

## FRANCE Un printemps en automne



## POLOGNE

Solidarité entre la clandestinité et le travail ouvert



## Un printemps en automne

**E**N l'espace de deux semaines, le mouvement de la jeunesse vient de bouleverser le paysage politique français. Fait sans précédent, ce mouvement a obtenu une victoire éclatante et totale non seulement sur sa revendication initiale, en obligeant le gouvernement à retirer la réforme Devaquet des universités (voir article suivant) mais aussi en le contraignant à reculer, tout du moins momentanément, sur toute une série de « projets de société » qu'entendait mettre en œuvre la droite au pouvoir depuis le 16 mars 1986 (1).

Ariane MERRI

Le premier aspect remarquable de ce mouvement, c'est son caractère massif. Toute la jeunesse scolarisée a été touchée. Il faut remonter à 1973, lors de la mobilisation contre la loi Debré (2), pour retrouver cette ampleur.

Sont descendus dans la rue non seulement les étudiants et les lycéens mais aussi les élèves des Lycées d'enseignement professionnel (LEP). Or, ces derniers n'étaient guère touchés par la loi Devaquet sur les universités, auxquelles ils n'ont aucune chance d'accéder, et ne l'étaient que très marginalement par le projet de réforme du baccalauréat de Monory, le ministre de l'Éducation nationale. La présence massive des jeunes des LEP, issus dans leur majorité des classes les plus exploitées, dont beaucoup d'enfants d'immigrés, symbolise bien l'unité d'une jeunesse qui, au delà de ses différenciations, a en commun un certain nombre de valeurs et le rejet d'un modèle de société qu'on lui propose, le « libéralisme ». Nous y reviendrons.

Les mouvements qui touchèrent la jeunesse scolarisée jusqu'en 1974-1976 se situaient dans la foulée de Mai 68, référence consensuelle de beaucoup. L'un des slogans les plus populaires lors de la lutte contre la loi Debré ne proclamait-il pas « cinq ans déjà, coucou, nous revoilà » ?

Rien de tel en 1986. Pour tous, la mobilisation contre Devaquet a été la première expérience politique et la première confrontation au pouvoir. C'est effectivement une nouvelle génération qui est entrée en lutte, aux caractéristiques bien différentes de celle qui est venue à la politique avant ou immédiatement après Mai 68.

Tout d'abord, cette jeunesse n'a connu que la crise ou le chômage. La prospérité des « trente glorieuses » est loin derrière elle et l'angoisse face à l'avenir pèse sur sa conscience.

Ensuite, beaucoup de jeunes n'ont jamais vu au pouvoir que la gauche, pas la droite. Les conséquences en sont contradictoires. D'une part, la désastreuse ex-

périence du « changement » est pour beaucoup dans ce rejet de la politique affichée par la jeunesse ne goûtant guère les manœuvres et les mensonges des coteries qui se succèdent au gouvernement. Lors de la manifestation du 4 décembre à Paris, des banderoles arboraient « *Chevènement, Monory aussi* ».

D'autre part, beaucoup de jeunes n'ont pas voté en 1981, tout simplement parce qu'ils étaient trop jeunes. Ils n'y ont donc pas investi d'illusions et, aujourd'hui, à la différence de ce qui se passe dans la classe ouvrière, le poids des désillusions ne pèse guère sur eux.

Il est assez paradoxal de constater que le souvenir le plus vivace dans l'esprit des manifestants sur cette période de la gauche au pouvoir est l'épisode peu glorieux de la mise aux oubliettes du projet sur l'école privée en 1984 (3). La capitulation de Mitterrand devant la droite, qui était massivement descendue dans la rue, fut un précédent dont la jeunesse devait tirer les leçons deux ans après : pourquoi ce qui avait été possible une fois ne le serait-il pas une seconde, mais cette fois en sens inverse ?

### UN MOUVEMENT APOLITIQUE ?

Les lycéens, les étudiants qui ont défilé pendant ces deux semaines proclamaient l'apolitisme de leur mouvement, tout du moins au début. Les médias, le gouvernement même, se sont empressés de reprendre cette qualification. Rien

Une nouvelle génération est entrée en politique, plus brutalement sans doute qu'elle ne le pensait, lors des premières manifestations de fin novembre.

Les conséquences du mouvement de la jeunesse, de sa victoire sont considérables à terme, à la fois par les développements que peut prendre la crise politique de la majorité, notamment dans la perspective de l'échéance électorale des présidentielles de 1988, mais surtout par l'impact qu'a eu cette victoire dans les rangs de la classe ouvrière. ■

d'étonnant à cela, n'était-ce pas rassurant en comparaison des « gauchistes » de Mai 68 ? Il leur a fallu rapidement déchanter. S'il a jamais existé, cet apolitisme n'aura guère duré.

Il convient de distinguer ce que nous pourrions appeler le rejet de la « politique politicienne » et les aspirations d'un mouvement qui n'avaient, elles, rien d'apolitique, au contraire.

Le premier élément est évident : il y a une défiance profonde vis-à-vis des organisations politiques et même syndicales (voir interview de Gaëlle Lucille des JCR). Les volte-faces successives, les mensonges, alliés à la démagogie des hommes politiques tout au long des événements et notamment quand le mouvement bascule après les violences policières du 4 décembre, vont renforcer cette impression. Mitterrand déclarant le 9 au soir qu'il était de tout cœur avec les étudiants, Raymond Barre entonnant le même refrain le lendemain, alors qu'ils s'étaient tus durant deux semaines, il faudrait être vraiment naïf pour ne pas y voir les préparations des présidentielles de 1988 !

Cette naïveté-là, indubitable une semaine auparavant, n'existait plus. Les charges policières du 4 décembre et la mort du jeune étudiant Malik Oussekiné le 5 décembre l'avaient brutalement chassée. Il ne fait pas de doute que c'est l'intervention extrêmement violente de la police, couplée à la fin de non recevoir du gouvernement, qui radicalise le mouve-

1. C'est le cas notamment pour la réforme du code de la nationalité, qui visait à supprimer l'attribution automatique de la nationalité française pour toute personne née sur le territoire français, le « droit du sol », et du projet de privatisation des prisons sur le modèle américain. De même, la semaine précédant la « pause » décrétée par Chirac, celui-ci s'était opposé à toute mesure de suppression du remboursement de l'avortement, qui avait été proposée par des députés du RPR et du Front national, recul que l'on peut aussi mettre sur le compte du mouvement étudiant.

2. La loi Debré prévoyait la suppression des sursis militaires pour les étudiants, sauf ceux de médecine. Conjugée à la mise en

place des Diplômes d'études universitaires générales (DEUG), elle était un moyen de sélection déguisée à la fin des premières années d'université. Le mouvement de 1973, à l'instar de celui-ci, rassembla des dizaines de milliers de jeunes, étudiants, lycéens, élèves de l'enseignement technique.

3. Le programme du Parti socialiste en 1981 prévoyait la mise en place d'un « grand service public d'éducation », qui supprimait certains avantages accordés par la droite à l'école privée. Cette réforme, pourtant timide, provoqua une levée de boucliers de la droite qui, après avoir organisé de grandes manifestations en juin 1984, obtint le retrait pur et simple du projet, la démission du ministre Savary et son remplacement par Chevènement.

**Samedi 15 novembre**

Réunion de la première coordination nationale à Caen, dans l'ouest de la France, réunissant une dizaine de villes. Reprise de l'appel lancé par Caen, exigeant le retrait de la Loi Devaquet et l'organisation d'une manifestation nationale.

**Lundi 17 novembre**

La grève commence à Caen et à Ville-neuse, dans la banlieue parisienne.

**Mardi 18-Jeudi 20 novembre**

Extension du mouvement de grève à Paris, à Nanterre, Censier, Tolbiac, Jussieu. Mise en place des premiers comités de grève. Dans toutes les universités se préparent les Etats généraux de l'Unef-ID qui vont changer de tournure.

**Samedi 22 Novembre**

Les Etats généraux de l'UNEF-ID se transforment en Etats généraux du mouvement contre la loi Devaquet, présidés par les représentants des comités de grève. 2000 étudiants y assistent. Les représentants des facultés en grève et en lutte votent à l'unanimité un appel à la grève générale des universités et à une manifestation de caractère national pour le jeudi 27 novembre.

**Dimanche 23 novembre**

Parallèlement aux Etats généraux étudiants, la FEN manifeste contre les projets de la droite sur l'école. C'est la manifestation la plus importante de la gauche depuis les élections de mars 1986.

**Lundi 24 novembre**

Extension du mouvement de grève dans les universités de province et dans les lycées, visés au premier chef par la réforme.

**Mardi 25 novembre**

Débuts des manifestations étudiantes et lycéennes en province et à Paris. Première tentative de coordination lycéenne.

**Mercredi 26 novembre**

Toutes les facs de Paris sont en grève à l'exception de la faculté de droit d'Assas, traditionnel bastion de l'extrême droite, et de Dauphine, "Fac-Devaquet" avant la lettre. L'extension se poursuit en province. Au total, 60 universités sur 72 sont en grève.

**Jeudi 27 novembre**

Manifestation dans toute la France. Ce sont les plus grosses mobilisations jeunes depuis 1968. 200.000 étudiants et lycéens à Paris, 400.000 en province. La coordination nationale des étudiants en grève appelle à l'occupation jour et nuit des universités et à une montée nationale sur Paris pour le jeudi 4 décembre.

**Vendredi 28 novembre**

Jacques Chirac demande aux députés de réécrire le texte de la réforme sur les trois points les plus contestés : droits d'inscription, sélection à l'entrée, diplômes nationaux.

20.000 lycéens manifestent aux abords de l'Assemblée nationale. La discussion parlementaire sur le projet est ajournée.

**Dimanche 30 novembre**

Intervention télévisée du premier ministre. S'affirmant "d'une sérénité totale", il parle du mouvement de la jeunesse comme étant le fruit d'un "malentendu" dû, d'après lui à une mauvaise connaissance du texte proposé. Il



Non au fric-frac des facs ! (DR)

ment et précipite la crise politique latente. Ceux des manifestants qui, la veille encore ou même l'après-midi, criaient « CRS, vos enfants aussi sont étudiants » se retrouvèrent le lendemain pour scander « CRS assassins ». Les gentils « Devaquet au piquet » ou « Devaquet revoie ta copie » se transformaient en « Pasqua démission » et « Chirac démission ». A partir de ce moment, le mouvement entre dans une dynamique anti-gouvernementale, se cristallisant sur le ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, et n'épargnant pas le Premier ministre lui-même, Jacques Chirac.

L'affrontement entre les jeunes et la police, qui se produit sur la place des Invalides, c'est la confrontation entre les idéaux des premiers et le pouvoir réduit à sa simple expression de « bandes d'hommes armés ».

Tous ceux qui se sont gargarisés de ce soi-disant apolitisme doivent revoir leur copie. Ils n'ont pas compris que les valeurs affirmées par le mouvement, l'égalité, la démocratie, étaient explosives quand elles sont prises au pied de la lettre.

**« LE LIBÉRALISME, C'EST PAS LA LIBERTÉ »**

Cette idéologie démocratique de la jeunesse n'a été une surprise que pour la droite, prise au piège de son propre discours libéral, car elle n'est pas nouvelle. Les manifestations antiracistes qui rassemblèrent des centaines de milliers de personnes, dont une majorité écrasante de jeunes, portaient déjà ces aspirations égalitaires (4). La loi Devaquet, apparaissant comme la consécration de la sélection par l'argent, heurtait de plein fouet ces sentiments. La jeunesse refuse une société où la seule valeur reconnue soit le pouvoir de l'argent et la seule morale la loi du plus fort, credo du capitalisme sauvage rebaptisé « libéralisme ». Elle rejette les « Fric-facs »,

les « Facs Coca-cola ». Pour elle, libéralisme et liberté ne sont pas des variantes d'une même idée, ils sont antinomiques : « Devaquet, nous ne voulons que la liberté et l'égalité des études », « Non au vandalisme du libéralisme », « Le libéralisme, c'est pas la liberté » (5). Il ne s'agit pas simplement de mots d'ordre scandés le temps d'une manifestation. La présence massive de jeunes maghrébins de la deuxième génération, les « beurs », dans les cortèges reflète même une différence par rapport aux grandes manifestations antiracistes : ils y étaient en tant que jeunes comme les autres et non plus en tant que beurs. Enfin, il faut souligner que la manifestation du 10 décembre qui rassemblait aux côtés des lycéens et des étudiants tous les syndicats, la CGT, la CFDT, la FEN, et même des sections locales de FO, démonstration unitaire que l'on avait pas vue depuis des années, s'est faite en hommage à un « jeune Français d'origine algérienne », comme le dit pudiquement la grande presse.

Ces deux éléments sont-ils les signes d'une intégration qui se poursuit bon an mal an, n'en déplaise à Le Pen et autres défenseurs des « Français de souche » ? Il serait sans doute prématuré de répondre par l'affirmative mais, là encore, le mouvement jeune a marqué une progression impressionnante de la conscience.

**« LA FRANCE, C'EST PAS LE CHILI »**

Si la droite n'a jamais caché que l'anti-égalitarisme était partie prenante de son idéologie, elle a aussi révélé aux yeux de toute une génération, ce que valait son étendard démocratique.

La jeunesse qui a manifesté a pro-

4. Sur le mouvement antiraciste, voir *Inprecor*, numéro 176 du 25 juin 1984.

5. Toutes les phrases en italiques sont des mots d'ordre des manifestations criés par les jeunes ou inscrits sur les banderoles.

clamé et prouvé qu'elle était profondément démocratique et, par là même, subversive car son idée de la démocratie et la manière dont elle l'a mise en pratique s'opposent non seulement au pouvoir en place mais aussi, plus largement, à la démocratie bourgeoise, parlementaire, représentative, même si c'est de façon inconsciente. Cette remise en cause n'est pas simplement idéologique ou politique. Elle porte en elle une dynamique sociale, en germe dans le refus de la sélection par l'argent. En ce sens, elle dépasse largement le strict champ de l'école et peut demain s'exercer sur d'autres terrains. Toutefois, le passage à la remise en cause du système capitaliste dans son ensemble n'est pas automatique. Il pose le problème de la jonction avec le mouvement ouvrier. Pour le résoudre, l'intervention des révolutionnaires est décisive.

Les étudiants et, dans une moindre mesure, les lycéens ont fait une démonstration de démocratie directe exemplaire qui s'est exprimée à deux niveaux. Premièrement, qui commande dans un pays démocratique ou supposé tel et, deuxièmement, comment la démocratie s'organise-t-elle. Nous avons dit plus haut comment la jeunesse avait tiré la leçon de la capitulation de la gauche face aux manifestants pour « l'école libre » en juin 1984. Il ne fait pas de doute que dans l'esprit de beaucoup de ceux qui étaient présents le 4, le même scénario était possible, mieux, il devait se reproduire. Pour eux, la démocratie est l'expression de la volonté majoritaire. Or, l'immense majorité non seulement de la jeunesse mais aussi de la population, comme le montraient les sondages et, surtout, les réactions des gens à l'égard des jeunes (6), était opposée à la réforme universitaire. Donc, le gouvernement, s'il respectait la démocratie, devait s'incliner et retirer le projet. Ce raisonnement peut prêter à sourire par sa candeur mais il ne faut pas oublier qu'il a fait la force du mouvement et son unité jusqu'au 4 décembre, moment où l'idéal démocratique se heurte à la réalité du pouvoir : les

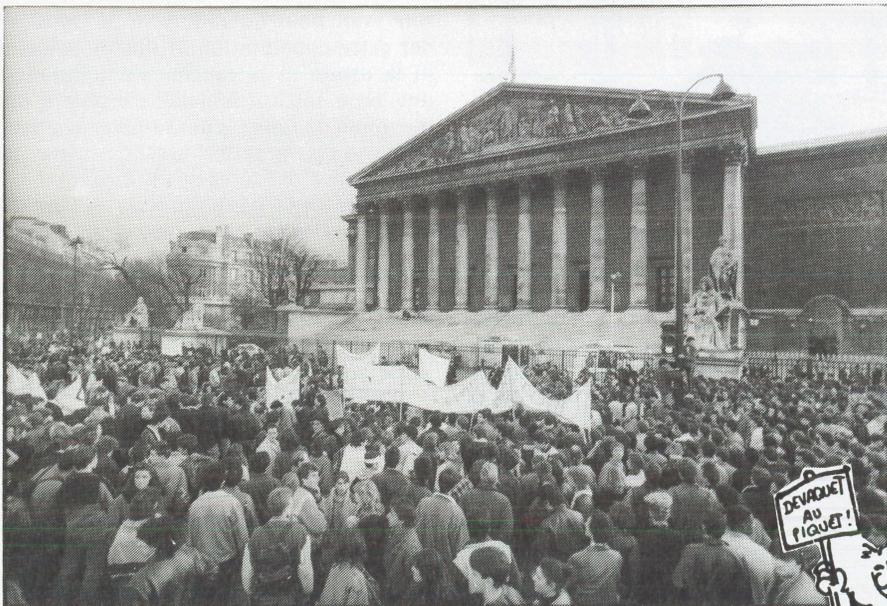
hommes au gouvernement deviennent des menteurs, puis le lendemain, des assassins. « *La France, c'est pas le Chili* » crient alors les manifestants, sous-entendu, dans une démocratie, on ne mutile pas et on n'assassine pas ceux qui protestent, comme sous une dictature.

La mise en pratique de la démocratie directe relève de la même démarche. La véritable obsession du mouvement de ne se faire ni « manipuler » ni récupérer » a conduit à une organisation exemplaire de la grève, en particulier dans les universités. Assemblées générales, élections de comités de grève, pratique du mandat impératif tant aux délégués allant aux coordinations qu'aux membres du bureau de la coordination nationale investis du titre de seuls porte-parole du mouvement ; les étudiants se sont dotés de toutes les garanties pour avoir une mobilisation démocratiquement organisée et qui, par là même, correspondait à chaque moment à la volonté de tous. Le mouvement a été impitoyable avec ceux qui ont cherché à faire cavalier seul : tels leaders du début de la grève qui se mettaient un peu trop en vedette vis-à-vis de la presse l'ont compris à leurs dépens par une non reconduction de leur mandat. Cette pratique du mandat impératif a obligé ceux qui, dans les organisations syndicales ou politiques, auraient été tentés de trouver une solution négociée avec le gouvernement, à se garder de l'avancer devant les étudiants, car cela équivalait à un suicide politique. La démocratie pointilleuse du mouvement s'accommodait mal des petites manœuvres de couloirs qu'affectionnent tant les parlementaires de nos démocraties bourgeoises.

6. Significatif est l'accueil qui fut donné aux étudiants et aux lycéens, quand ils collectaient de l'argent pour organiser la montée sur Paris du 4 décembre, des dizaines de milliers de francs ont été ramassés lors des distributions de tracts où ils expliquaient le sens de leur mouvement.

7. L'événement du jeudi, numéro 110, 11 décembre 1986.

Le 27 novembre : l'Assemblée nationale est cernée ! (DR)



propose la modification des points les saillants de la réforme, tout en gardant "l'essentiel".

#### Lundi 1er décembre

Les déclarations paternalistes de Chirac sont perçues comme une insulte par les étudiants et les lycéens. Extension du mouvement aux LEP. Préparation de la montée nationale.

#### Jeudi 4 décembre

1 million de jeunes dans la rue ! La fin de non recevoir opposée par Monory aux représentants de la coordination étudiante venus discuter avec lui déclenche la colère des manifestants. Intervention brutale de la police : trois blessés très graves.

#### Vendredi 5 décembre

Manifestation contre les violences policières, réunissant à Paris, plusieurs dizaines de milliers de jeunes.

Intervention de Monory. Il déclare abandonner son propre projet de réforme des lycées et prendre en main le dossier des universités : Devaquet est mis sur la touche. Pas un mot sur les exactions de la police la veille au soir quoiqu'il dise "parler avec son coeur".

Dans la nuit, affrontements avec la police autour de la Sorbonne. Un étudiant de 22 ans, Malik Oussekinne meurt, roué de coups par la police.

#### Samedi 6 décembre

Devaquet annonce sa démission.

Manifestations de deuil et de colère dans toute la France. Affrontements au Quartier latin entre policiers et "casseurs" à l'identité trouble.

Rencontre Mitterrand-Chirac. Le président déclare : "La cohésion nationale doit passer avant tout".

Réunion de la coordination nationale étudiante qui décide d'une journée de deuil pour le lundi 8, et appelle les syndicats ouvriers à se joindre à la grève générale du mercredi 10.

#### Dimanche 7 décembre

10<sup>e</sup> congrès du RPR. Après les propos lénifiants tenus la veille par Chirac, Pasqua dénonce "les professionnels de la déstabilisation, gauchistes et anarchistes de tous poils et de toutes nationalités".

#### Lundi 8 décembre

Débrayages dans les entreprises. Chirac annonce le retrait total du projet Devaquet. A l'exception de la CGT, les syndicats CFDT, FEN et FO, refusent de se joindre à la grève générale du 10, dont ils disent ne plus voir l'objet puisque victoire a été obtenue.

#### Mardi 9 décembre

Chirac annonce "la pause" dans les réformes en chantier : Code de la nationalité, prisons privées. Mitterrand apporte son soutien aux étudiants. Sous la pression de la base dans les entreprises, la CFDT, la FEN et même localement FO appellent à manifester le lendemain.

#### Mercredi 10 décembre

Manifestations dans toute la France avec une présence importante des salariés, notamment à Paris où le cortège rassemble 200.000 personnes.

#### Jeudi 11 décembre

Dernière coordination étudiante. Elle proclame son auto-dissolution et se sépare aux accents de "L'Internationale". Rendez-vous est pris pour mars 1987 où des Etats généraux de l'université seront organisés.

Il n'est guère étonnant que certains voient dans « *ce désastreux système de la démocratie directe* », « *cette caricature de démocratie* », une menace pour la démocratie tout court, entendez parlementaire, minée « *par l'affaiblissement de toutes ses structures représentatives* » (7). De même, l'absence de « leaders » ayant plus de pouvoirs que le reste des étudiants irrite et inquiète : « *Qui représente la rue ? Des inconnus !* » (8).

Les étudiants n'ont pas nié ou refusé les organisations politiques et syndicales, ils les ont seulement remises à leur place : aucune d'entre elles ne peut avoir les prétentions de représenter un mouvement d'une telle ampleur, il devait se doter de sa propre représentation. C'est ce qu'ils ont fait et ils ont gagné.

## LE DOULOUREUX RÉVEIL DE LA DROITE

Le mouvement étudiant a déclenché une crise politique au sein de la majorité qui est loin d'être terminée. Depuis son retour aux affaires en mars 1986, la droite a mis les bouchées doubles : dénationalisations, remise en cause du code du travail, modification du code de la nationalité, projet de privatisation des prisons, attaques contre la Sécurité sociale, expulsions massives d'immigrés.

Ces mesures n'ont pas toutes le même but. Une partie d'entre elles qui remettent en cause les acquis des travailleurs obtenus ces quarante dernières années ont pour objectif de permettre au patronat de rétablir ses profits en augmentant l'exploitation au travail. La toute récente décision d'autoriser le travail de nuit des femmes, ce qui nous fait replonger dans le dix-neuvième siècle, en est l'exemple type.

L'autre partie de ces mesures vise à se conforter un électorat réactionnaire à qui Le Pen et l'extrême droite font les yeux doux. C'est le cas de la « lutte anti-terroriste » qui a donné à Paris ces airs de capitale en état de siège au mois de septembre et de l'impunité laissée à la police quand elle a la gâchette trop facile.

En même temps, à destination d'autres couches de la population, les cadres, les jeunes, les « gagners », cette droite s'est proclamée l'avenir, mettant en avant, pour ce faire, les « jeunes loups » de la majorité, dont François Léotard, le fringant ministre de la Culture, est la caricature.

Les deux composantes de la majorité s'assuraient ainsi une sorte de partage des tâches. A l'Union pour la démocratie française (UDF), autour de Léotard, revenait la modernité ; au Rassemblement pour la république (RPR) et sa pièce maîtresse, Pasqua, échouait le travail de rassurer un électorat traditionnel pour qui la solution à la crise pourrait se résumer à « moins d'Arabes et plus de flics, et tout ira mieux ».

La jeunesse a fait écrouler ce bel édifice. Nous ne reviendrons pas sur les péripéties de la crise gouvernementale entre le 6 et le 10 décembre, les prises

de positions contradictoires au sein de la majorité, les déclarations de principes reniées le lendemain ou le jour même, tout le spectacle qu'a donné cette droite, soudain dépassée par les événements et paniquée.

Quelles sont les conséquences de la défaite de Chirac et quelles perspectives ouvre-t-elle ?

Tout d'abord, le gouvernement a perdu sur les deux tableaux. Face à sa base sociale la plus réactionnaire, le résultat est catastrophique. Le gouvernement a cédé à la rue, la police a été mise en cause, il a remis à des jours meilleurs des projets comme le code de la nationalité, fait tout exprès pour cet électorat. Bref, il a baissé les bras. Il est vrai que si l'on tire le bilan de ce « gouvernement de l'ordre », il est éloquent. Après avoir connu une vague d'attentats spectaculaires, la France vient de s'offrir un des plus importants mouvements de masse qu'ait connus l'Europe ces dernières années, et victorieux !

Du côté de ceux qui étaient chargés d'identifier libéralisme et jeunesse, c'est la déroute. Léotard a beau affirmer très sérieusement que le gouvernement va devoir entreprendre un énorme travail de communication, cette partie de la majorité est forcée de prendre acte du fossé qui la sépare de l'ensemble d'une génération.

Lequel de ces deux secteurs, la jeunesse ou l'électorat traditionnel, favoriser aux dépens de l'autre, voilà le problème qui se pose au gouvernement.

Les premières réactions après la victoire du mouvement jeune, notamment le champ libre laissé à Pasqua, semble indiquer que la rage d'avoir été humiliés en étant contraints de céder a pris le dessus et qu'il s'agit maintenant pour beaucoup de députés de droite de faire payer aux étudiants le prix de la grande peur qu'ils

*Les voltigeurs motorisés ; les assassins de Malik...*



leur ont infligée. C'est le sens du vote émis par les sénateurs et les députés le 17 décembre, mettant en place une commission d'enquête parlementaire dont le but avoué est de mettre étudiants et journalistes au banc des accusés, sur les violences des manifestations des 4, 5 et 6 décembre derniers.

En agissant ainsi, les revanchards jouent gros jeu.

Le mouvement de la jeunesse a été perçu comme une victoire non seulement par les étudiants et les lycéens mais aussi par tous les travailleurs qui, depuis le début de la crise, encaissent coup sur coup austerité et rigueur.

Pourquoi et quand le gouvernement a-t-il cédé ? Il l'a fait quand s'est profilé le danger d'extension du mouvement à d'autres couches sociales et surtout à la classe ouvrière.

Pourquoi les directions syndicales ont-elles été contraintes de revoir l'attitude honteuse qui fut la leur quand la coordination étudiante lança son appel aux organisations ouvrières ? Parce que la pression de la base était si forte dans les entreprises que maintenir leur attitude initiale équivalait à rajouter un facteur supplémentaire à la crise qui les traverse, notamment dans la Confédération française démocratique du travail (CFDT), liée au Parti socialiste.

Tout le monde, la presse comme les syndicalistes, ont souligné que les débrayages et la participation à la manifestation du 10 décembre avaient entraîné beaucoup plus de salariés que tous les mouvements catégoriels de ces dernières années.

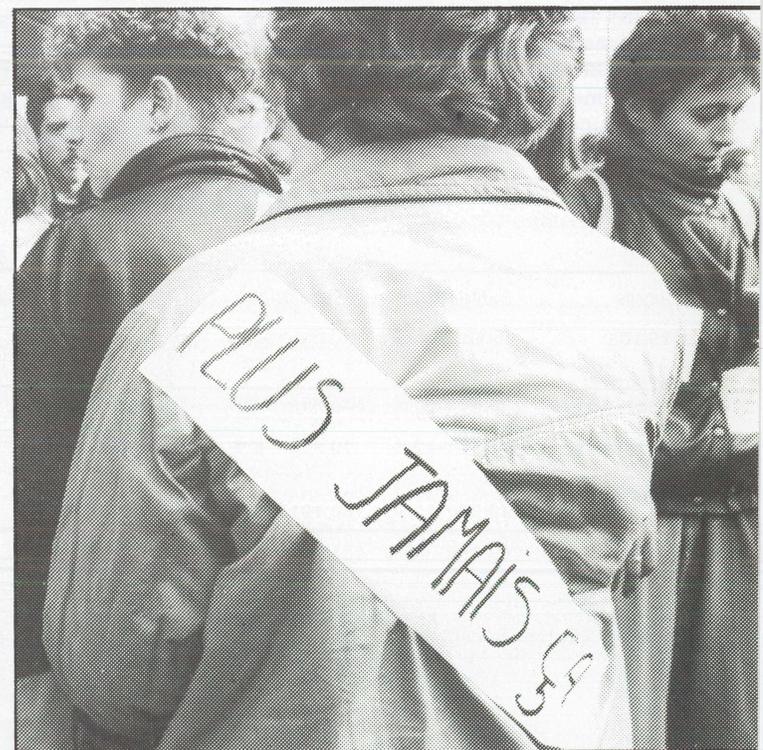
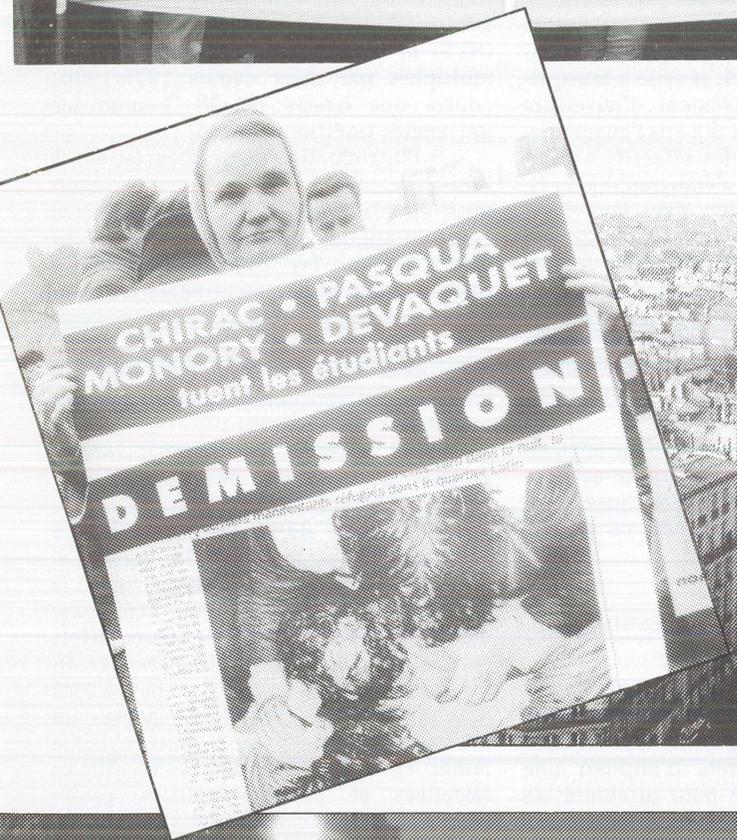
Enfin, dernier élément de la crise politique, la cohabitation. Dans les institutions de la Ve République, le Premier ministre joue un rôle de « fusible » essentiel en cas de crise. Il saute, on le remplace et le pouvoir est sauvegardé. Mais depuis le 16 mars, les rouages sont grippés, car, bien évidemment, ce scénario ne joue que lorsque les deux sources du pouvoir dans la Ve République, le Président et le Premier ministre appartiennent à la même majorité.

Le discours de Mitterrand le 9 au soir avait pour but principal de sauvegarder cette cohabitation. A l'heure actuelle, ni la droite ni la gauche n'ont intérêt à une crise institutionnelle, car il y a une inconnue de taille : quel va-t-être le climat social après la traditionnelle « trêve des confiseurs » des fêtes de fin d'année ?

Il ne s'agit pas pour nous de faire des pronostics mais de comprendre que le mouvement jeune, sa victoire, vient de modifier la situation qui prévalait depuis plusieurs années. Les travailleurs ont été contraints de reculer sur les salaires, l'emploi, leurs acquis sociaux.

Aujourd'hui, c'est le gouvernement qui vient de reculer. Gageons que la leçon ne sera pas perdue. ■

Ariane MERRI,  
Paris, le 22 décembre 1986.



# De Fouchet à Devaquet, réformer l'université

La bourgeoisie restée sans voix au moment d'un boom étudiant qu'elle n'avait pas su organiser, la première grande réforme ne venant qu'en 1966 avec la création par Fouchet des Instituts universitaires de technologie (IUT), avait fini à la fin des années 1960 par prendre conscience des changements nécessaires. L'université devenait de plus en plus inadaptée face à cette masse d'étudiants conscients que l'université n'offrait plus les possibilités d'ascension sociale d'antan, également inadaptée pour contrer efficacement l'exigence de bouleversement social portée par Mai 68. La formidable entreprise de

sélection sociale à laquelle participe l'école est difficilement dissimulable à ce niveau d'études. Un fils d'ouvrier a toujours 12,5 fois moins de chances d'accéder à l'enseignement supérieur qu'un fils de cadre (1).

L'article que nous présentons ci-dessous est fait à partir d'un dossier préparé par le secrétariat étudiant des Jeunesses communistes révolutionnaires (JCR), organisation en solidarité politique avec la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), section française de la IV<sup>e</sup> Internationale. ■

Dominique LEGRAND

L'idée d'une université moderne, rompant aussi bien avec la poussiéreuse Sorbonne qu'avec les débordements de 68, s'impose. Il faut faire une université efficace, rentable, fournissant aux entreprises leur flot de personnel qualifié dont elles ont besoin. La modification du rôle de l'université se précise. La reproduction des classes dirigeantes, fonction remplie en partie par les grandes écoles, n'est plus suffisante. Elle doit participer à la formation des couches salariées en pleine expansion depuis plusieurs décennies, cadres, techniciens et employés qualifiés, emplois qui exigent un niveau croissant de connaissance et de formation. Ce qui explique que l'université offre aujourd'hui exactement les mêmes débouchés que le bac, dans les années 1950 (2). Les discours de Chevènement, repris par Monory, se fixant comme objectif que 80 % d'une classe d'âge accèdent au baccalauréat en l'an 2000 ne peuvent être pris comme de la simple démagogie. Les emplois du futur, qui seront de plus en plus qualifiés, et la faiblesse relative du capitalisme français placent la France comme l'un des pays industrialisés ayant le plus faible taux de scolarisation dans l'enseignement supérieur (3). Mais atteindre ces 80 % de bacheliers se heurte à une réalité incontournable, la crise. L'heure est beaucoup plus aux restrictions bud-

gétaires, au nivellement des qualifications, plutôt qu'à leur élévation. Alors que le nombre d'étudiants avait été multiplié par six entre 1955 et 1974, la crise a brusquement stoppé le mouvement d'ouverture de l'université. Depuis dix ans l'augmentation de 2 % par an des effectifs n'a fait que suivre l'évolution démographique (4), le taux de scolarisation dans l'enseignement supérieur restant stable avec 26,5 % de jeunes promus au rang d'étudiants (voir tableau 1). La stagnation des effectifs universitaires n'est pas propre à la France. Depuis l'entrée dans la crise, elle frappe l'ensemble des pays industrialisés. Quoi qu'il en soit, l'université doit s'adapter à la flexibilité des emplois.

L'objectif est de mettre en adéquation le système de formation avec sa finalité, la reproduction des classes dirigeantes comme la formation de travailleurs qualifiés.

## DES RÉFORMES SUCCESSIVES

Le rapport de forces établi depuis 1968 par les enseignants et les étudiants a empêché la bourgeoisie, par ailleurs divisée sur la question, d'imposer une réorganisation brutale pour atteindre ses objectifs. C'est par des mesures successives qu'elle est contrainte d'opérer :

— le développement des filières courtes fortement spécialisées et étro-

tement contrôlées au niveau idéologique. Les sections de techniciens supérieurs (STS) et les IUT ont vu leurs effectifs multipliés par deux depuis 1975-1976, contre une hausse de 28 % pour les universités traditionnelles (5) ;

— l'introduction de différenciations à l'intérieur même des universités, avec mise en place de filières plus sélectives — informatique, ingénieurs, gestion — ou d'élite comme les magistères créés par Chevènement pour concurrencer les grandes écoles (6) ;

— la création de filières professionnalisées dans les universités et du Diplôme d'études universitaires scientifiques et techniques (DEUST) (7) ;

— la création de diplômes locaux rendant plus difficile le passage entre cycles, filières ou facultés.

L'ensemble de ces mesures révèle la cohérence d'une politique des gouvernements qui se sont succédés, visant à différencier de plus en plus l'enseignement supérieur. Toutefois, leurs effets restent relativement contrastés. Les filières courtes (IUT et STS), si elles se sont développées, accueillent à peine un étudiant sur cinq et leur croissance même remet en cause leur identité de filières sélectives et professionnalisées garantissant un débouché de technicien ou de cadre spécialisé. Avec la crise, le caractère

Tableau numéro 1  
Evolution des effectifs universitaires

Filières	1960-1961		1975-1976		1984-1985		Evolution	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	84-85/60-61	84-85/75-76
STS-IUT	8 014	3 %	89 742	10 %	211 183	17 %	x26	x2,4
Universités traditionnelles	174 437	65 %	573 645	62 %	699 190	58 %	x4	x1,2
CPGE-EC-EI*	47 094	17 %	79 916	8 %	120 228	10 %	x2,6	x1,5
Disciplines médicales	40 235	15 %	188 191	20 %	183 728	15 %	x4,6	x0,97
Total	269 780	100 %	931 494	100 %	1 214 329	100 %	x4,5	x1,3

\*Classes préparatoires aux grandes écoles, écoles de commerce, écoles d'ingénieurs.  
Source : ministère de l'Education nationale, « Repères et statistiques », éditions 1986-SPRSE.

1. Guy Giroux, « Les cadres », La découverte, Repères, Paris, 1983.

2. Idem.

3. Taux de scolarisation dans l'enseignement supérieur en 1982 : Etats-Unis : 58 % ; Allemagne fédérale : 30,2 % ; France : 25,4 %. Source : « L'état du monde », La découverte, Paris, 1985.

4. Cf. l'article de Serge Bolloch dans *Le Monde* du 17 octobre 1985.

5. Nous entendons par université traditionnelle, les universités de droit, sciences économiques, lettres, sciences humaines, sciences et pluridisciplinaires (non inclus les disciplines médicales, les IUT, les STS, les classes préparatoires aux grandes écoles et les grandes écoles elles-mêmes).

6. Magistères : formation en trois ans après le diplôme d'études universitaires générales (DEUG) obtenu à la fin de la deuxième année.

7. Le DEUST, comme le DEUG, est délivré après la seconde année d'études universitaires, mais, beaucoup plus spécialisé et sans grande valeur nationale, il ne garantit en rien l'accès à la troisième année.

aléatoire des débouchés ne cesse de s'accroître : des filières trop spécialisées, comme les STS ou les IUT, risquent d'offrir des qualifications rapidement obsolètes. L'évolution du taux de chômage en fonction du diplôme confirme cette tendance : les formations générales, plus souples, résistent mieux à la crise (voir tableau 2). En 1985, les filières conduisant à des DEUST et des diplômes d'université ont accueilli ensemble moins de 0,5 % des étudiants de premier cycle (8), elles demeurent donc marginales par rapport à l'ensemble du système de formation supérieure. Enfin, le développement des magistères reste très lent. Par conséquent, si l'université héritée de Mai 68 et du boom étudiant s'est modifiée, elle n'a pas été totalement transformée.

Tableau numéro 2  
Evolution du taux de chômage des débutants, par grands niveaux de diplômes

	1977	1983
Aucun diplôme	47 %	60 %
BEPC	22 %	55 %
CAP-BEP	21 %	45 %
Baccalauréat	18 %	31 %
Formations supérieures longues	14 %	26 %
Formations supérieures courtes	8 %	26 %

Sources : *Le Monde*, « Campus », 19 juin 1983.

Les universités traditionnelles regroupent toujours près de trois étudiants sur cinq et la part des différentes filières est restée relativement stable depuis l'entrée dans la crise (voir tableau 3).

## LA GAUCHE, OU L'AMBITION DE L'IMMOBILISME

Le bilan des gouvernements de gauche à l'université est pour le moins sombre. Il est frappant de noter que les mobilisations massives de la droite entre 1981 et 1986 se sont portées sur le terrain de l'éducation, l'école privée et la lutte contre la réforme Savary. Cette loi se caractérisait avant tout par la faiblesse des changements entraînés. Les grandes lignes de cette réforme étaient identiques à celles de la loi Faure (9) de 1968 : autonomie des universités avec maintien de la tutelle étatique, vague participation des personnels et participation plus vague encore des étudiants ; maintien de la règle du cadre national des formations pour les recrutements, les programmes et les diplômes, compensé par l'indépendance des grandes écoles, la possibilité de créer

Tableau numéro 4  
Répartition des étudiants suivant l'origine sociale de leurs parents selon les catégories socio-professionnelles (CSP)

	PIC*	PLCS**	Cadres	Ouvriers moyens	Employés	Autres catégories***
Répartition des étudiants suivant la CSP de leur « chef de famille »	9 %	32,2 %	18,5 %	13 %	8,5 %	18,8 %
Répartition des étudiants en 1er cycle	8,5 %	26,1 %	18,9 %	15 %	9,1 %	22,4 %
Répartition des étudiants en 2e cycle	8,5 %	34,5 %	16,6 %	10 %	7,2 %	23,2 %
Répartition des étudiants en 3e cycle	8,2 %	35,9 %	14 %	6,9 %	5,7 %	29,3 %

\*Patrons de l'industrie et du commerce.

\*\* PLCS : Professions libérales et cadres supérieurs.

\*\*\* Agriculteurs, sans profession et non-réponse.

Source : ministère de l'Education nationale, « Repères et références statistiques », éditions 1986-SPRESE.

des diplômes locaux, la création des DEUST. Savary n'a fait qu'accroître les expériences déjà engagées, politique poursuivie par Chevènement avec la création des magistères, véritables filières d'élite.

Mais pour les étudiants, l'essentiel n'était guère ces changements institutionnels. Aucun texte de loi n'informait que les droits d'inscription devraient être multipliés par cinq sous la gauche. Aucun article de la loi Savary ne stipulait que « le changement » se traduirait à l'université par la suppression des crédits de l'Etat à la Sécurité sociale étudiante, par une quasi stagnation du montant des bourses (onze mille francs par an pour un boursier du 3e cycle), par la généralisation de la sélection sur dossier à l'entrée des facultés. Ce furent pourtant ces changements au quotidien que les étudiants ont retenu de la politique gouvernementale de la gauche dans le cadre inchangé de l'inégalité sociale à l'université (voir tableau 4).

## LES DENTS DE LA DROITE

Les déclarations des présidents d'université ou des parlementaires de droite, suggérant qu'ils pouvaient très bien se passer d'une nouvelle loi sur l'enseignement supérieur et se contenter de quelques aménagements de la loi Savary, montrent bien dans quel sens allaient les réformes de la gauche à l'université.

Pour comprendre la signification du

projet Devaquet, il convient de le situer dans son contexte politique. Autour de l'Union nationale interuniversitaire (UNI) (10), organisation où cohabitent universitaires de droite et d'extrême droite, s'est constitué un groupe de pression ultra-conservateur dont l'influence est réelle sur le gouvernement. Jacques Chirac lui-même s'est associé un conseiller aux questions universitaires en la personne d'Yves Durand, membre éminent de l'UNI.

Dès mai 1986, une proposition de loi du Groupe d'étude pour la reconnaissance de l'université française (GERUF) (11) recueillait les signatures de plusieurs députés, dont les deux présidents des groupes parlementaires de l'UDF et du RPR. Ce projet, ultra-libéral, visait ouvertement à détruire le cadre actuel des universités pour bâtir des facultés totalement concurrentielles, avec droits d'inscriptions élevés (12). L'inspiration venait sans doute d'outre-Manche où les dépenses publiques pour l'enseignement supérieur ont baissé de 20 % depuis l'arrivée de Thatcher, avec vingt mille étudiants en moins (13). Le projet Devaquet, s'il n'allait pas aussi loin que celui du GERUF, s'en inspirait, tout en cherchant un point d'équilibre entre les tendances de la droite qui oscillent

8. *Le Monde de l'éducation*, novembre 1986.

9. Edgar Faure, ministre de l'Education nationale après Mai 68, auteur d'une réforme universitaire qui porte son nom. Tous les ministres français de l'Education ont tenu à rester dans l'histoire en faisant une réforme, quitte à ce qu'elle contredise celle du prédécesseur.

10. UNI : Union nationale interuniversitaire, organisation créée en 1969 par le Service d'action civique, organisation gaulliste de service d'ordre, regroupant des étudiants du Front national et du RPR.

11. GERUF : regroupe des universitaires de l'UNI et d'autres associations de droite.

12. L'un des signataires du projet n'est autre que l'ancien premier ministre de Valéry Giscard d'Estaing, Raymond Barre qui, dès 1980, avait mis à l'étude une réforme ultra-libérale.

13. « Campus », *Le Monde*, 19 juin 1986.

Tableau numéro 3  
Répartition des étudiants dans les « universités traditionnelles »

	1960-1961		1975-1976		1984-1985	
Droit-Sciences économiques	36 521	21 %	186 838	33 %	203 725	29 %
Lettres						
Sciences humaines	66 814	38 %	252 636	44 %	296 717	43 %
Sciences	71 102	41 %	121 510	21 %	157 318	22 %
Pluridisciplinaire	—	—	12 661	2 %	41 430	6 %
Total	174 437	100 %	573 645	100 %	699 190	100 %

Source : Ministère de l'Education nationale, « Repères et références statistiques », éditions 1986-SPRESE.

# Les Jeunesses communistes révolutionnaires dans la mobilisation

entre les croisés du libéralisme et les timorés de la réglementation et trouvait sa cohérence dans cinq mesures qui conduisaient à l'éclatement de l'université :

— la suppression de la règle des diplômes nationaux au profit de celle des diplômes locaux, l'accréditation nationale ne devenant qu'une possibilité, combinée avec le maintien d'un comité d'évaluation, créé par Chevènement. L'une des conséquences de cette mesure était d'accentuer les disparités entre étudiants sur le marché du travail et d'aggraver l'inégalité entre Paris et la province ;

— l'autonomie laissée aux universités pour fixer les conditions de passage d'un cycle à l'autre. Jusqu'à présent, il suffisait du DEUG pour accéder en troisième année. Avec le projet Devaquet, les facultés pouvaient désormais exiger en sus du DEUG, la réussite à un concours, une moyenne de 12/20 ou toute autre clause ;

— les universités fixaient elles-mêmes les conditions d'accès en première année, le bac cessant ainsi d'être suffisant pour s'inscrire dans les universités qui, là encore, pouvaient exiger la réussite à un concours d'entrée, une mention au bac, ou refuser telle série de bac ;

— la libéralisation des droits d'inscription, l'ascension vertigineuse (plus 475 % en cinq ans) se poursuivant ;

— le financement patronal des universités est encouragé. Le projet reste toutefois, par pragmatisme, très imprécis sur les modalités concrètes de ce financement. En France, les entreprises ne couvrent que 5,71 % des dépenses d'éducation et d'achat de biens et services liés à l'enseignement supérieur. Les entreprises ont toujours préféré investir dans leur formation maison et laisser à l'Etat et aux contribuables le soin de financer les universités ;

— corollaire de cette politique offensive, le retour au mandarinat, avec 40 % de professeurs d'université dans les conseils, alors qu'ils ne représentent que 26 % du corps enseignant.

Liens plus étroits avec le patronat, création de diplômes locaux, durcissement des règles d'accès et de passage d'un cycle à l'autre, libéralisation des droits d'inscription, autant de mesures dont la finalité est la création d'universités pour l'élite et de facultés bas de gamme pour la masse des étudiants.

La victoire du mouvement étudiant a stoppé un projet dont l'application représentait un saut qualitatif dans la transformation des universités depuis 1968. Toutefois, qu'on ne s'y trompe pas. Premièrement, certaines des mesures Devaquet sont d'ores et déjà à l'oeuvre, notamment le choix de recrutement dans certaines facultés, qui existe de façon implicite. Deuxièmement, le recul imposé au gouvernement s'il marque un coup d'arrêt momentané aux desseins de la bourgeoisie, ne signifie pas que cette dernière y ait renoncé. ■

Dominique LEGRAND,  
d'après « Critique communiste »,  
numéro 58, décembre 1986.

**L**es Jeunesses communistes révolutionnaires ont joué un rôle important dans le mouvement de jeunes. Les militants se sont investis totalement dans leur université, dans leur lycée. Ils ont été partie prenante des comités de grève, des coordinations. De plus, pendant toute la durée de la lutte, *Autre-chose*, le journal des JCR, est passé quotidien, apportant tous les jours des informations et des commentaires sur le mouvement. *Inprecor* a rencontré Gaëlle Lucille, membre du bureau national des JCR.

— « INPRECOR » : Le mouvement de la jeunesse a-t-il surpris les JCR ?

— Gaëlle Lucille : Non, dès le mois d'avril, quand le GERUF a avancé son projet, on a assisté à des mobilisations importantes sur quelques villes, si bien que le gouvernement n'a pas adopté le projet du GERUF et a demandé à Devaquet d'en réécrire un autre, moins brutal, mais qui, sur le fond, avait les mêmes objectifs. Dès la rentrée, les JCR, au travers de l'UNEF-ID dans laquelle nous militons, ont commencé un travail de sensibilisation quant à la signification du projet Devaquet pour les étudiants, en expliquant dès le départ, que seule une mobilisation massive pourrait obtenir le retrait de ce projet. Nous sommes alors intervenus dans les assemblées générales, dans toutes les réunions qui se tenaient sur les facultés. Nous nous sommes appuyés sur la grève générale du 21 octobre, pour réunir les étudiants et lancer un appel à partir d'une ville où nous sommes forts dans l'UNEF-ID, à Caen, qui fut repris dans les autres villes. Si l'on regarde a posteriori, les luttes de juin et l'écho qu'a rencontré cet appel, le mouvement en soi n'est pas une surprise. S'il est vrai que nous ne nous attendions pas à une telle ampleur, nous pensions qu'une mobilisation importante sur la loi Devaquet était possible.

— On a beaucoup parlé de « l'apolitisme » du mouvement. Les JCR sont une organisation de jeunesse politique, comment avez-vous perçu cette volonté d'être « apolitique » qu'ont proclamée au départ beaucoup de lycéens et d'étudiants et que la presse s'est empressée de reprendre ?

— Dès les premières grèves dans les lycées et les universités, tout le monde a accolé au mouvement ce qualificatif d'apolitisme. D'une part les médias se sont empressés de le reprendre mais il est vrai que le terme a énormément été utilisé par les jeunes eux-mêmes pour définir la lutte qu'ils menaient. Ce qu'ils entendaient par apolitisme, c'est un mouvement qu'eux seuls contrôlaient, qui se dotait de ses structures d'auto-organisation, comités de grève, coordinations, toute une série de commissions de réflexion dans les facultés, c'est-à-dire un mouvement maîtrisé par les étudiants et les lycéens eux mêmes et un refus des

jeunes de se voir manipulés ou récupérés par quelque organisation que ce soit, politique ou syndicale. Il n'y a pas eu un rejet en bloc, a priori, des organisations syndicales. Il y avait juste, au début, une méfiance, assez saine d'ailleurs, envers elles. En fait les militants de ces organisations devaient faire leurs preuves et à partir du moment où ils faisaient leurs preuves aux yeux de tous, ils étaient acceptés dans la mobilisation comme n'importe quel étudiant. Ce n'était pas le fait d'être syndiqués qui leur donnait un privilège ou une place particulière.

Je vais prendre un exemple. Lors de l'avant-dernière coordination, celle qui s'est réunie le 6 au soir, le lendemain de la mort de Malik, les étudiants de l'UNEF-SE, liés au Parti communiste, ont demandé à chaque membre de la coordination de donner leur appartenance politique, manœuvre assez malhabile pour essayer de discréditer le bureau. A cela les militants membres du bureau ont répondu qu'ils étaient, comme d'ailleurs tous les membres de la coordination, élus sur des mandats précis et qu'on devait les juger sur leur respect ou non de ce mandat, et non sur leur appartenance politique, leur reconduction ou leur non reconduction devant s'effectuer sur la base de ce respect. Dans les universités, cela s'est passé de la même manière. A priori la méfiance existait, mais quand les militants politiques et syndicaux faisaient leurs preuves, ils étaient acceptés et d'ailleurs appréciés, parce qu'ils avaient une certaine expérience et qu'ils pouvaient donc aider et conseiller le mouvement, se mettre à son service.

Un autre aspect de cette méfiance qu'on a baptisée apolitisme un peu trop vite, comme les événements devaient se charger de le montrer, concerne les rapports qu'entretient la jeunesse avec les organisations du mouvement ouvrier. L'emprise des organisations ouvrières traditionnelles est toujours moindre chez les jeunes, mais de plus, aujourd'hui en France, la méfiance vis-à-vis des partis de gauche ou des syndicats est incontestable. Les raisons de ce fossé, il faut les chercher dans la gestion gouvernementale de la gauche pendant cinq ans, et il faut y rajouter à l'heure actuelle les effets de la « cohabitation », qui renforcent chez les jeunes cette impression que la politique se réduit à de la manœuvre dans les couloirs parlementaires. C'est un rejet de ce qu'on nomme la « politique politicienne ».

— Quelle a été l'intervention des JCR, en tant qu'organisation, pendant ce mouvement ?

— Nous avons été présents dès avant la mobilisation, dans les lycées comme dans les facs puisque la réforme Devaquet était dès la rentrée en septembre, un des thèmes d'intervention des JCR. C'est pour cela que, d'une part, nous n'avons pas été totalement surpris, et que, d'autre part, nous n'avons pas été « parachutés » au début de la grève. Quand cette dernière a commencé, nous étions reconnus, non seulement comme des militants syndicaux mais aussi comme des militants politiques et nous étions donc mieux acceptés que d'autres forces qui ne sont apparues que lorsque la grève a démarré. Bien sûr, nous avons eu également à subir les effets de la défiance vis-à-vis des organisations politiques, mais là encore, contrairement à d'autres courants ; nous avons décidé de jouer « cartes sur table » et de nous affirmer franchement pour ce que nous sommes, des militants des JCR, avec nos tracts, notre presse, notre matériel propre, de ne pas se cacher derrière des sigles de comités de grève ou autres et donc d'être reconnus par les étudiants et les lycéens, également comme des militants des JCR. C'était la meilleure manière de démontrer aux jeunes, en tenant compte de leurs réticences, que les militants politiques ne sont pas des gens extérieurs au mouvement, que nous n'avions rien à cacher à l'ensemble du mouvement, bien au contraire, nous défendions nos idées sans les imposer et c'était aux étudiants et aux lycéens d'en discuter et de trancher en assemblée générale, dans toutes les structures démocratiques dont s'est doté le mouvement. Quand nous discussions avec les étudiants ou les lycéens, nous nous présentions comme militants des JCR puis très vite, nous avons sorti *Autre-Chose* quotidien, ce qui nous a permis de servir le mouvement de façon très pratique et de montrer qu'une organisation politique pouvait se mettre au service du mouvement. Le quotidien donnait non seulement notre analyse au jour le jour, notamment par le biais des éditoriaux, mais aussi toute une série d'informations sur l'état du mouvement puisque ce dernier n'avait pas de journal propre.

— Comment *Autre-Chose* a-t-il été perçu ? Était-ce évident au départ de faire un quotidien des JCR quand on connaît les réticences que tu as décrites du mouvement vis-à-vis des organisations politiques ?

— Au début, nous n'avons fait que distribuer des tracts et nous donnions l'impression de ne faire qu'un commentaire de ce qui se passait, d'être extérieurs au mouvement. Dans les endroits où nous avions une intervention régulière de longue date, cela ne posait pas de problèmes. Mais dans les manifestations, c'est-à-dire quand nous nous adressions à des gens qui ne nous connaissaient pas, ce n'était pas très bien pris, parce que le fait de donner uniquement notre analyse nous



faisait apparaître comme des donneurs de leçons.

Par contre, avec *Autre-Chose*, aussi bien dans les endroits où nous intervenions de façon régulière, dans les manifestations ou même dans les endroits où le mouvement a été l'occasion de démarrer une intervention, nous avons été très bien perçus parce que le journal servait le mouvement. Nous apparaissions comme une organisation utile avec son journal, qui faisait passer l'information de lycée en lycée, de fac en fac. Bien sûr l'idéal aurait été que le mouvement sorte un journal, mais il n'en avait pas les moyens politiques vu sa rapidité. Nous avons tenu dès le début à ce que les choses soient bien claires. Pas question pour nous de faire passer *Autre-Chose* comme le journal du mouvement. C'était le journal des JCR qui servait le mouvement, en donnant des informations.

Ce que nous avons également essayé de faire pendant la grève, ce sont des cercles ouverts de discussion, en essayant de préparer les échéances de mobilisation non pas avec les seuls militants des JCR mais aussi en invitant des gens avec qui nous étions en contact, qui étaient prêts à travailler avec nous, en accord avec l'orientation qui nous paraissait la plus juste dans la grève, jour après jour. C'est là un aspect important des choses, car cela nous a permis de ne pas être de simples animateurs du mouvement pendant la grève elle-même, n'apparaissant qu'ensuite comme militants politiques mais au contraire d'avoir une intervention à la fois de militants politiques et d'animateurs de la grève.

— Les JCR ont été créées en 1979, c'est-à-dire après les grands mouvements de la jeunesse du début des années 70. C'est donc la première fois que les JCR sont confrontées à un mouvement de cette ampleur. D'une certaine manière, il s'agit là d'un défi pour les JCR. Quelles sont les perspectives de l'organisation ?

— Certes, il y a eu des mobilisations de la jeunesse depuis la création des JCR, mais elles étaient sans comparaison avec

le mouvement que nous venons de connaître et pas vraiment des tests pour une organisation de jeunes.

Il y a eu en 1979, juste après la création des JCR, une grève importante des Lycées d'enseignement professionnel (LEP) contre les projets du gouvernement d'alternance école-travail, grève qui fut rapide et massive, mais qui n'avait rien de commun par son ampleur avec la mobilisation de cette année. Ensuite, il y a eu les manifestations anti-racistes, très importantes également, mais qui ne prenaient pas la même forme, puisqu'il n'était guère question de grève ou d'occupation. Ce n'était pas une mobilisation permanente pendant trois semaines de toute la jeunesse scolarisée.

Les JCR ont fait leurs premières armes dans ces mobilisations et il est vrai que c'est la première fois qu'elles étaient confrontées à un tel mouvement. D'une certaine façon, nous avons fait notre apprentissage au même titre que tous les jeunes qui se sont mobilisés contre la loi Devaquet, puisque pour les étudiants et les lycéens, c'était aussi la première expérience de mobilisation. Pendant les trois semaines de grève, toute l'organisation a bien réagi. Ce qui est important, c'est que dès la rentrée, nous nous sommes mis en situation. Nous pensons avoir joué notre rôle dans cette mobilisation même s'il est évident que par son ampleur, ce mouvement allait largement au-delà de nos forces. Nous n'avons pas partout et à tous moments, joué le rôle central dans la mobilisation, mais disons que nous avons servi à quelque chose, c'est déjà non négligeable et ensuite, il faut souligner que tous les militants ont réagi à l'unisson, à la fois comme animateurs de la grève et comme militants révolutionnaires donnant leurs explications politiques au cours de la mobilisation. Maintenant, dire exactement quelles sont nos perspectives pour la suite, il est difficile de faire des pronostics précis sur la construction des JCR. Nous avons désormais des dizaines, voire des centaines de contacts que nous n'avions pas auparavant et il va s'agir pour nous de stabiliser ces contacts, de construire réellement des JCR, de maintenir la vigilance face aux projets du gouvernement et ensuite de donner à l'organisation le véritable moyen de se construire, prévoir des initiatives propres, donner à tous ceux qui nous ont rencontrés dans la grève les moyens de mieux nous connaître, de savoir ce que signifie être militant d'une organisation révolutionnaire de jeunesse.

Enfin, nous allons faire d'*Autre-Chose* un hebdomadaire et non plus un trimestriel, ce qu'il était avant la grève, parce que c'est un acquis de ce mouvement, c'est un capital important. C'est probablement ce qui a été le plus populaire dans ce mouvement, *Autre-Chose* a été notre carte de visite et nous ne voulons pas dilapider ce capital que constitue la popularité du journal. ■

Propos recueillis pour Inprecor  
par Ariane Merri  
Paris, le 16 décembre 1986

# Solidarité entre la clandestinité et le travail ouvert

**L**A décision prise le 11 septembre par le régime polonais d'accorder une amnistie aux dirigeants et militants emprisonnés de Solidarité a amené à une tentative de la part de la direction du syndicat de créer un espace pour l'action ouverte, pour la première fois depuis le coup de Jaruzelski le 13 décembre 1981. Le 29 septembre a vu la création d'un conseil provisoire de Solidarité. Le même jour, des déclarations ont été faites par Lech Walesa, président du syndicat, ainsi que par le conseil provisoire. Ces déclarations ont été publiées dans le numéro 182, daté du 1er octobre 1986, de *Tygodnik Mazowsze*, journal clandestin proche de la direction de Solidarité. Le nouveau conseil inclue les dirigeants de Solidarité suivants : Zbigniew Bujak de Varsovie, Wladyslaw Frasnyniuk et Jozef Pinior de Basse-Silésie, Bogdan Lis et Bogdan Borusewicz de Gdansk, Janusz Palubicki de Poznan et Tadeusz Jedynak de Haute-Silésie.

Le 12 octobre, Lech Walesa s'est entretenu avec la commission de coordination provisoire (TKK), direction clandestine de Solidarité, et une déclaration commune a été faite à cette occasion. Le 6 octobre, le comité régional de grève (RKS) de Basse-Silésie déclarait que l'action syndicale dans

cette région resterait strictement clandestine. Deux jours après, le comité exécutif régional (RKW) de Varsovie est sorti de la clandestinité pour commencer à agir à visage découvert. Son exemple a été suivi par les dirigeants de Solidarité dans plusieurs centres industriels importants, Lublin, Haute-Silésie, Lodz, Szczecin, Poznan et Nowa Huta, centre sidérurgique de la banlieue de Cracovie, où des comités publics se sont installés. La même chose s'est produite dans plusieurs régions plus petites, Pila, Konin, Kielce, Opole, Radom, Gorzow Wielkopolski et Jelenia Gora.

Cette tentative d'établir un travail légal représente évidemment un tournant pour Solidarité et a suscité d'importantes discussions au sein du syndicat. Au cinquième anniversaire de la déclaration de l'état de guerre par Jaruzelski, nous publions une série de déclarations et articles sur cette question, issus des publications et organismes dirigeants de Solidarité. Les premières déclarations sont reprises du numéro du 28 octobre 1986 de *Uncensored Poland*, bulletin du Centre d'informations sur les affaires polonaises à Londres. Pour les autres textes qui suivent, nous en avons précisé les sources. ■

## DOCUMENTS

### DÉCLARATION COMMUNE DE LA TKK ET DE LECH WALESA

La TKK s'est réunie le 12 octobre 1986, en présence du président du syndicat, Lech Walesa, ainsi que de Jan Andrzej Gorny et de Marek Muszynski. Les débats ont porté sur la nouvelle situation en Pologne et sur ses conséquences sur le syndicat. Nous sommes arrivés à la conclusion que les récents changements ne justifiaient aucune modification radicale du principe de l'action clandestine du syndicat, le seul qui se soit révélé possible et efficace depuis le 13 décembre 1981.

En ce qui concerne la TKK, à la demande du président du syndicat, il a été décidé que Jan Andrzej Gorny et Marek Muszynski retourneraient à la vie normale. Les structures sont désormais assez fortes et l'organisation des activités assez rodée, pour que leur maintien dans la clandestinité ne soit plus impératif. Lech Walesa et la TKK les ont tous les deux remerciés pour leur longue et dévouée contribution.

La TKK a constaté que les derniers événements avaient fait naître une grande confusion au sein du syndicat. Convaincue que le pays ne pourra tirer profit que d'actions entreprises dans un esprit de patriotisme et de démocratie (ce qui signifie aujourd'hui le respect des principes et de la tradition de Solidarité) la TKK déclare ce qui suit :

1. Le syndicat Solidarité se compose d'organisations régionales autonomes.

2. La TKK dirige les activités cou-

rantes du syndicat, coordonne l'action des régions, lance des actions à l'échelle nationale et représente l'ensemble du syndicat.

3. La TKK est un organe collégial, composé de représentants des commissions régionales de Solidarité.

4. La TKK agit en collaboration étroite et en accord avec le président du syndicat, Lech Walesa.

5. La direction des organes régionaux de Solidarité repose entre les mains des commissions régionales exécutives (connues sous les sigles RKW, RKK, RKS, RK), qui coordonnent et soutiennent l'action des commissions d'entreprises qu'elles représentent en dehors de la région et avec lesquelles elles restent en contact permanent afin de définir le programme d'action.

6. Les commissions clandestines dans les entreprises constituent la base de Solidarité. Leur survie équivaut à la survie du syndicat, et il est nécessaire de répéter avec insistance qu'il faut absolument persister dans l'action clandestine, seule efficace depuis le 13 décembre 1981.

7. Solidarité maintient des contacts permanents et chaleureux avec les syndicats démocratiques dans le monde entier. L'organisme chargé de cette collaboration courante est le Bureau de Solidarité à l'étranger, dont le siège se trouve à Bruxelles.

8. Des militants de Solidarité ont dernièrement lancé des actions à visage découvert, tendant ce faisant à élargir le champ d'action du syndicat. La TKK a prêté la plus grande attention à ces tentatives et rappelle qu'il est indispen-

sable de respecter certaines règles de sécurité afin de protéger aussi bien le potentiel humain de la clandestinité que la base matérielle du syndicat, car ce sont eux qui font la force réelle de ce dernier.

9. La TKK rappelle enfin que la démocratie au sein du syndicat demeure le principe de base de son action. ■

Le Président de Solidarité Lech Walesa, la Commission provisoire de coordination (TKK) de Solidarité et les représentants des régions suivantes :  
Silésie-Dabrowa, Basse-Silésie, Cracovie, Gdansk, Poméranie occidentale, Torun-Bydgoszcz, Lodz,  
12 octobre 1986.

### DÉCLARATION DU COMITÉ RÉGIONAL DE GREVE (RKS) DE SOLIDARITÉ DE BASSE-SILÉSIE

Nombreux sont ceux qui s'interrogent sur ce qu'il va advenir des organes de Solidarité (abandon de la clandestinité, dissolution ?). Il nous a donc semblé important de préciser notre position (que nous avons arrêtée avec des représentants de Solidarité dans les entreprises et des organes interentreprises) :

1. Nous approuvons toutes les initiatives destinées à servir de cadre à de nouvelles formes d'action de Solidarité pour le bien du pays. Nous sommes convaincus que le conseil provisoire de Solidarité ira dans ce sens.

2. Nous considérons que l'assise de Solidarité se trouve dans les entreprises. Elle est dirigée par des commissions

clandestines du syndicat. La survie de ce tissu équivaut à la survie du syndicat. Sa décomposition ou la dissolution des structures de Solidarité dans les entreprises équivaldrait à renoncer à l'action syndicale réelle. Aucun organe régional ou national n'est en mesure de remplacer un vaste réseau de structures dans les entreprises, les syndicalistes qui sont en contact permanent avec les commissions d'entreprises le savent bien. Si Solidarité a survécu à cinq ans de répression et de poursuites, c'est en grande partie parce que c'est un mouvement né de la base, c'est-à-dire de la façon la plus naturelle. C'est une organisation de ce type qui a les plus grandes chances de résister avec succès. Le rôle et l'importance de la Basse-Silésie sur le plan syndical sont en grande partie dus au fait que notre commission régionale est depuis sa naissance restée fidèle à deux principes, la primauté des structures d'entreprise et l'indépendance du syndicat de toutes les organisations politiques, quelles qu'elles soient. Nous n'abandonnerons jamais ces deux principes.

3. La force réelle de chaque organisation réside dans ses hommes et dans sa base matérielle. Le RKS estime que rien ne garantit la sécurité des militants de Solidarité ni l'inaliénabilité de ses biens, et qu'en conséquence sortir de la clandestinité peut s'avérer suicidaire pour le syndicat. Nous pensons en outre que tant que Solidarité continue à être hors-la-loi, ni les commissions d'entreprise, ni les commissions régionales, ni la TKK ne pourront réellement agir au grand jour. Cela ne signifie pas cependant qu'on ne peut pas agir ouvertement en faveur du rétablissement de Solidarité dans ses droits. Nous tenons à opérer une distinction entre ces deux combats qui sont deux combats différents.

4. Il est à notre avis naturel que la composition des organes de Solidarité change périodiquement, à tous les niveaux : certains militants tombent entre les mains de la milice, d'autres sont fatigués et ont besoin de prendre un peu de repos, etc... Ces phénomènes, naturels, ne doivent cependant pas entraîner la dissolution ou la sortie « à la surface » des organes au sein desquels il se produisent.

5. Les organes régionaux (en Basse-Silésie, le RKS) coordonnent les actions syndicales et constituent un appui pour les commissions de Solidarité dans les entreprises, avec lesquelles ils restent en contact permanent afin de définir un programme d'action cohérent. Ils représentent également ces dernières en dehors de la région. La TKK, composée de représentants des régions, représente, elle, l'ensemble du syndicat. Ce dernier est présidé par Lech Walesa et représenté à l'étranger par le Bureau de coordination de Solidarité, dont le siège se trouve à Bruxelles.

6. En raison de tous les arguments exposés plus haut, le RKS de Solidarité de Basse-Silésie décide de ne pas créer de Conseil régional non clandestin. Nous

sommes convaincus, et nous tenons à le rappeler, que les structures actuelles du syndicat offrent un champ d'action suffisant à quiconque veut œuvrer pour Solidarité.

7. Le 16 mai dernier, nous avons défini les principales tâches courantes du syndicat. Publiés dans l'édition numéro 24/413 de la revue *Z dnia na dzien*, ces thèses programmatiques étaient destinées à faire naître une discussion qui pourrait permettre de dégager des objectifs et de définir tactique, organisation et stratégie à long terme. Nous prions la TKK d'analyser ce texte et d'éventuellement le faire adopter par l'ensemble du syndicat. ■

Comité régional de grève (RKS) de  
Solidarité de Basse-Silésie,  
Wroclaw, 6 octobre 1986.

### DECLARATION DE SOLIDARITE DE LA REGION DE GORZOW WIELKOPOLSKI

Considérant que la décision de libérer les prisonniers politiques est une mesure qui permet l'établissement d'un véritable accord national et à tous les groupes et cercles sociaux de se joindre au processus, afin de sortir le pays de sa crise politique, économique et morale qu'il connaît ; en réponse à l'appel de Lech Walesa et du conseil provisoire de Solidarité, le praesidium de la commission régionale de Solidarité de Gorzow Wielkopolski a décidé de reprendre son activité au grand jour, à partir du 19 octobre 1986. De cette façon, nous souhaitons saisir l'opportunité d'un accord, créée par la décision des autorités, mais nous souhaitons le faire en tant qu'organisation véritablement autonome et indépendante sans perdre notre identité. La présence de Solidarité dans la vie sociale publique est pour nous la condition centrale et la garantie pour résoudre les problèmes polonais. Notre crise est caractéristique d'une crise à l'intérieur du système dont le dépassement exige des changements dans le système pour libérer l'autonomie et l'initiative sociale, débloquer tous les domaines de l'activité économique. Pour notre part, nous souhaitons nous joindre à ce processus. Nous considérons l'attitude des autorités vis-à-vis de notre initiative comme la pierre de touche, quant à leurs intentions réelles.

Signataires : Edward Borowski, président de la commission régionale ; Tadeusz Kolodziejewski, vice-président de la commission régionale ; Jerzy Gospodarek, membre du praesidium de la commission régionale ; Zbigniew Zieba, membre du praesidium ; Franciszek Konaszewicz, membre du praesidium. ■

6 octobre 1986.

### DECLARATION DE SOLIDARITE DE LA REGION DE KIELCE

Le 12 octobre 1986, le conseil provisoire de Solidarité de la région de Kielce

a été formé. Ses membres sont les suivants : Marian Jaworski, membre de la commission nationale de Solidarité et président du syndicat Solidarité de la région de Kielce ; Kazimierz Koruba, membre de la commission régionale de Kielce ; Bogdan Rys, membre de la commission nationale de Solidarité et membre de la commission régionale de Kielce ; Jerzy Stepien, vice-président du syndicat Solidarité de la région de Kielce.

Notre seul but est le bien du pays qui est affecté par la crise permanente. Cette crise ne peut être dépassée que par un effort conjoint des Polonais qui travaillent à un véritable accord national. ■

12 octobre 1986.

### DECLARATION DE SOLIDARITE DE LA REGION DE RADOM

En accord avec la décision du dirigeant de Solidarité, Lech Walesa, lauréat du prix Nobel de la paix, de former des conseils provisoires de Solidarité, regardant cette initiative comme particulièrement importante et juste, et motivés par le fait que nous sommes profondément concernés par la bien de la Pologne et du peuple polonais, nous annonçons la formation du conseil provisoire de Solidarité dans la région de Radom. Après les élections démocratiques dans les années 1980-1981 dans les structures syndicales indépendantes, nous avons assumé la responsabilité sociale de cet électorat considérable, fort de plusieurs milliers de travailleurs. Nous portons toujours cette responsabilité, car dans notre conscience, nous n'avons pas accepté la méthode violente, écrasante et unilatérale qui a été utilisée pour éliminer Solidarité de la vie sociale. Le sentiment que nous avons alors est toujours présent en nous, cinq ans après la nuit tragique du 13 décembre. C'est pourquoi nous considérons que nous sommes porteurs d'un mandat social suffisant pour présenter aux autorités une autre perspective de dialogue qui est la raison d'être de notre conseil. La formation de ce conseil doit permettre à tous ceux qui sont responsables du destin de notre pays, d'entreprendre une action effective et durable amenant la réalisation d'un accord national significatif. L'existence de notre conseil devrait être en même temps une motivation pour trouver à travers un dialogue sincère une compréhension mutuelle, les solutions et les décisions qui aideront à sortir notre pays des crises qui le traversent et s'approfondissent. Nous voulons que le travail de nos compatriotes amène le bonheur ; pour cela, nous voulons que notre pays devienne plus beau. Nous voulons une Pologne où nul ne renonce à la vie, vivant au jour le jour, sans espoir. Nous voulons pour eux quelque chose de mieux, de différent. Nous essayons de montrer aux gens, le goût d'une vie sans oppression d'où qu'elle vienne. Notre travail pour la société sera mené ouvertement, parce que

les méthodes violentes utilisées pour résoudre les problèmes sociaux, si souvent employées dans notre pays et notre région, ont trop amené avec elles la violation des libertés individuelles et de la dignité humaine la plus élémentaire. Nous ne voulons pas voir un Polonais lever la main ou le bras contre son frère. Nous ne souhaitons pas voir les prisons de nouveau remplies de gens qui souffrent pour leur idées. Nous ne souhaitons pas voir de larges groupes sociaux et professionnels être rejetés du centre de la vie sociale et professionnelle. Nous ne souhaitons pas voir des jeunes Polonais renoncer à travailler pour la Pologne et le pays et allant chercher leur destin ailleurs. Nous sommes convaincus de cette tâche en établissant le conseil de Solidarité, qui est un signe des temps pour le pays et qui amènera l'unité, la solidarité et le rapprochement de tous les Polonais.

Nous espérons que notre voix sera correctement comprise et que les autorités après l'amnistie de juillet 1986 se lanceront dans la prochaine étape allant dans le sens du pluralisme de la vie sociale et économique. Nous attendons le retour à la mise en pratique véritable des accords d'août 1980. En même temps, nous exprimons notre soutien au conseil provisoire de Solidarité. ■

Signataires : Witold Krol, Jerzy Pierzchala, Jan Pajak, Jan Rejczak.

6 octobre 1986.

### DÉCLARATION DE SOLIDARITÉ DE LA RÉGION D'OPOLE

Voilà cinq ans que la loi martiale a été imposée et les activités ouvertes de Solidarité suspendues. Le temps qui a passé n'a pas amené la plus petite solution aux brûlants problèmes sociaux du pays, ni dans le domaine de l'économie et du niveau de vie ni dans celui des Droits de l'homme et de la dignité. La seule voie pour sortir de cette profonde crise intérieure est la voie du dialogue honnête entre ceux qui gouvernent et la société. La condition nécessaire à un tel dialogue pour la société, c'est qu'il existe la possibilité d'exprimer des opinions et des points de vue divers, particulièrement dans le cadre d'une activité ouverte de Solidarité. Pour cette raison, nous saluons l'apparition du conseil provisoire de Solidarité et la résurgence de l'activité au grand jour dans les différentes régions. Afin d'aider les initiatives du conseil provisoire dont le but est d'ouvrir un dialogue avec les autorités, nous avons décidé de créer un conseil régional provisoire de Solidarité pour la région d'Opole. ■

Signataires : Jan Calka, membre de l'exécutif régional ; Jerzy Gneciak, président du comité provincial de Solidarité des fermiers individuels ; Roman Kirstein, vice-président de l'exécutif régional ; Andrzej Kwiatkowski, membre de l'exécutif régional, président de la commission d'entreprise de Solidarité de l'aciérie de

Swierczewski ; Janusz Sanocki, président de la commission de ville de Solidarité à Nysa ; Stanislaw Tkacz, membre de l'exécutif régional, président de la commission d'entreprise de « Renifer » ; Wieslaw Ukleja, président du syndicat étudiant indépendant d'Opole, membre de Solidarité ; Franciszek Winiarski, président de Solidarité des artisans privés d'Opole ; Eugeniusz Wyspianski, membre du comité inter-usines de la zone de Rudnicki.

### DÉCLARATION DU CONSEIL PROVISOIRE DE SOLIDARITÉ POUR LA RÉGION DE PILA

Au vu de la nouvelle situation sociopolitique en Pologne à la suite de la libération des prisonniers politiques et de la formation du conseil provisoire de Solidarité à Gdansk, les individus réunis ensemble aujourd'hui : Jaroslaw Gruszkowski — ZNTK Pila, Anna Kalamoniak — ZOZ Pila, Czeslaw Wysocki — Groupe des restaurants scolaires de Pila, Zbigniew Perka — POMET Pila forment, avec l'approbation de la commission exécutive régionale de la province, un conseil provisoire de Solidarité à Pila.

Nous pensons que notre tâche la plus importante consiste à représenter les structures syndicales qui ont existé depuis 1980. Sur la base des résolutions programmatiques du premier congrès des délégués de Solidarité, nous devons nous évertuer à préserver le pluralisme dans la vie sociale, à procéder à la mise en place complète de la réforme économique sur la base d'une véritable autogestion dans les entreprises, à sauvegarder et augmenter le niveau de vie de ceux qui ont été le plus durement touchés par la crise économique et, au vu de la crise écologique que nous connaissons, à préserver l'environnement. ■

16 octobre 1986.

### DÉCLARATION DE SOLIDARITÉ DE LA RÉGION DE POZNAN

Afin de faciliter le passage de l'action clandestine à l'action au grand jour, nous avons formé le conseil de Solidarité pour la région de Poznan, composé de : Wieslaw Chossa de Poznan, Marek Gaul de Poznan, Jaroslaw Gruszkowski de Pila, Anna Kalamoniak de Pila, Zdzislaw Lewandoski de Poznan, Bogdan Narozny de Wrzesnie, Janusz Palubicki de Poznan, Ryszard Stachowiak de Konin. ■

22 octobre 1986.

### DÉCLARATION DE LA COMMISSION DE SOLIDARITÉ DE NOWA-HUTA

Nous, soussignés, déclarons qu'après six années nous reprenons les activités de la commission des sidérurgistes de Solidarité du combinat de Krakow. La commission des sidérurgistes démocratiquement élue représentait plus de 90 %

des travailleurs. Des sondages effectués dans l'opinion publique ont montré que la commission, quoique formellement illégale, est toujours considérée par les travailleurs comme leur représentant légitime et digne de confiance. Sur cette base, nous n'avons jamais cessé de travailler à une restauration du pluralisme syndical. La situation économique extrêmement complexe du combinat, avec des problèmes de production, exige l'investissement professionnel de l'ensemble des travailleurs. Le déclin constant de l'économie nationale, l'arriération technologique et la grave menace écologique qui pèse sur la ville de Krakow à cause de la proximité des aciéries Lénine rendent absolument nécessaire notre participation à la tâche de sauver le pays.

Mieczyslaw Gil, président de la commission des ouvriers des aciéries Lénine ; Stanislaw Handzlik, vice-président ; Jan Cieselski, membre du praesidium ; Edward Nowak, membre de la commission.

Cette déclaration a été envoyée à Lech Walesa, au cardinal archevêque de Krakow, au président de la ville de Krakow, à l'éditeur de *Tygodnik Powszechny*, aux éditeurs des journaux populaires et de la presse syndicale. ■

Krakow, Nowa-Huta,  
23 octobre 1986.

### DÉCLARATION DE LA COMMISSION RÉGIONALE EXÉCUTIVE (RKW) POUR LA RÉGION DE VARSOVIE

Le 30 septembre 1986, la commission régionale exécutive de Solidarité pour la région de Varsovie, à nouveau composée comme elle l'était avant les dernières arrestations, a repris ses activités au grand jour. La veille, le 29 septembre, Lech Walesa a créé le conseil provisoire de Solidarité, et, en soulignant les grands dangers économiques et écologiques qui pèsent sur la Pologne, a déclaré que le syndicat était prêt à s'engager sur la voie du dialogue et de l'entente.

Au cours des dernières quarante années, les promesses d'ouverture à l'égard de la société ont souvent été suivies de répression. Le pouvoir s'est toujours employé à étouffer le pluralisme naissant. Nous voulons espérer qu'il n'en sera pas de même cette fois-ci, que les autorités ont compris qu'elles ne peuvent plus diriger notre pays sans la participation de la nation et contre son gré.

Nous sommes conscients de la précarité de la situation. De nombreux syndicalistes de notre région se sont déclarés prêts à nous remplacer au sein de la commission exécutive si nous sommes arrêtés. Nous pensons qu'il ne faut en aucun cas laisser passer cette chance d'agir de façon non clandestine, aussi bien dans le domaine syndical que plus généralement en faveur d'une amélioration de la situation du pays. Nous sommes convaincus que l'évolution des choses dépend en grande partie de la population. Nous

portons, en tant que militants de Solidarité, une lourde responsabilité. Nous ne voulons pas appeler à des manifestations, nous ne voulons pas non plus que les conditions de vie misérables poussent les travailleurs à la grève.

Dans de nombreuses entreprises, nos militants sont prêts à faire sortir de clandestinité les commissions syndicales. Il nous faut agir avec la plus grande prudence : là où les commissions clandestines ont un programme d'action et l'appui de l'ensemble des travailleurs, le risque peut être pris, mais quand ce n'est pas le cas, il vaut mieux créer parallèlement des groupes chargés de présenter aux directions des entreprises des propositions relatives à l'amélioration des conditions de travail, de la sécurité et de la santé des travailleurs. Par ce biais, on peut tenter de rétablir petit à petit le pluralisme syndical. Le poids du travail syndical repose aujourd'hui essentiellement sur les commissions clandestines d'entreprise et sur les structures de Solidarité mises en place après le 13 décembre 1981. La suite des événements montrera si elles doivent

rester clandestines.

La plus grande urgence est actuellement d'assainir l'économie. Le syndicat et toute la société doivent ouvrir un débat sur une véritable réforme et sur le futur modèle économique. Seul un vigoureux mouvement social polarisé par la réforme peut contraindre le gouvernement à opérer des changements susceptibles de déboucher sur une amélioration des conditions de vie et de travail des travailleurs. Ce sont les conseils autogestionnaires qui doivent entraîner un tel mouvement.

Les travailleurs et les militants de Solidarité doivent se joindre et participer au mouvement autogestionnaire, lancer des initiatives dans les entreprises mais également à une plus grande échelle afin que soit élargi le champ d'action des conseils, ce qui est conforme aux lois de septembre 1981.

Il est urgent d'entreprendre des actions pour protéger l'environnement, pour produire une alimentation saine et pour améliorer les conditions de vie de la population. Il est urgent de s'atteler à la

réforme des conseils autogestionnaires territoriaux et professionnels, réforme destinée à concentrer autour d'eux l'énergie des citoyens.

La reconstruction du pays, la défense du niveau de vie des travailleurs demandent à ce que soient réalisées des réformes institutionnelles en profondeur. Nous pouvons hâter leur réalisation et influencer sur leur nature par des actions constructives et des propositions raisonnables, qui seront arrêtées après une discussion nationale sur les moyens susceptibles de sortir le pays de son actuelle décadence. Voilà la tâche à laquelle la commission régionale exécutive de Solidarité entend se consacrer. ■

Commission régionale exécutive de  
Solidarité de Varsovie,  
Konrad Bielinski, Zbigniew Bujak, Wiktor  
Kulerski, Ewa Kulik, Jan Litynski,  
8 octobre 1986,  
publiée par *Solidarnosc* : *Bulletin d'informations*, Paris, numéro 151-152,  
5 novembre 1986.

## Des vagues au sein de Solidarité

UN des animateurs du travail ouvrier du KOR (Comité de défense des prisonniers politiques) et du journal *Robotnik* avant août 1980, Henryk Wujec, fut dirigeant de Solidarité à Varsovie et il est maintenant membre de la direction régionale agissante au grand jour. ■

Henryk WUJEC

Ce qui se passe au sein du syndicat, je le nommerai un véritable tremblement de terre : la formation au grand jour du Conseil provisoire de Solidarité, l'apparition spontanée de plusieurs conseils régionaux, la multiplication de déclarations souvent contradictoires... Tout ce remue-ménage n'est pas sans dangers, mais il peut cependant nous être salutaire, à condition que les militants et les organes de Solidarité fassent un effort pour se concerter et rechercher ensemble des solutions qui tiennent compte des différentes tendances et formes d'activité. Pour pouvoir participer activement aux nouvelles initiatives, il faut que tous les adhérents et tous les sympathisants du syndicat comprennent ce qui se passe. J'estime donc que ceux qui ont pris part aux derniers événements se doivent d'en rendre compte.

### A LA RECHERCHE DE SOLUTIONS

La création du Conseil provisoire de Solidarité a surpris l'opinion publique, mais non beaucoup de dirigeants : depuis longtemps déjà des discussions censées dégager de nouvelles formes d'action pour la direction du syndicat étaient en cours. Le problème était de donner un nouvelle

dynamique à Solidarité sans lui faire perdre un seul de ses acquis (commissions clandestines dans les entreprises, autres structures, TKK).

Nous avons tous observé que le mouvement était en perte de vitesse : les rangs se clairsemaient et les défections n'étaient pas compensées par de nouveaux arrivants. Les jeunes notamment faisaient défaut. Ce problème est inhérent à toute clandestinité qui se doit d'être basée sur des élites sûres, déterminées et efficaces. On ne peut tout de même pas ouvrir des inscriptions aux structures clandestines ! Mais persister dans cette voie aurait abouti en somme à se transformer en un fossile au sein d'un organisme social vivant.

La situation était d'autant plus dramatique que cela faisait des années que nos collègues vivaient en clandestinité. Emprisonné pour ma part, je savais qu'au terme de ma condamnation, j'allais retrouver une vie plus ou moins normale. Eux et leur famille ignoraient le terme de leur « condamnation ». Il a fallu trouver une solution qui leur permette de sortir de clandestinité sans que le syndicat en pâtisse ou, mieux encore, en élargissant son impact.

En mai dernier, après de longues discussions, est née l'idée que l'on est ac-

tuellement en train de réaliser. La seule différence, c'est que dans notre esprit, tout devait se réaliser dans la cohésion, sans conflits. Cette idée, c'était donc de fonder au grand jour un Conseil de Solidarité, composé de militants éminents du syndicat, parmi lesquels tous les membres de l'actuelle TKK. Une fois ce Conseil mis sur pied, une nouvelle TKK se serait constituée, avec des représentants de régions dont les noms seraient restés secrets. Le Conseil aurait eu la charge de la coordination des activités syndicales, politiques et sociales, et la TKK les problèmes d'organisation : répartition des biens techniques, de l'argent etc. Toutes les structures du syndicat devaient être maintenues, y compris sa représentation bruxelloise. Le Conseil et la TKK devaient agir en étroite collaboration. La TKK étant anonyme, ses initiatives devaient être cautionnées par le Conseil et par le président du syndicat.

La réalisation de ce projet a été entravée par la vague d'arrestations qui a eu lieu à la fin du mois de mai. Mais le 11 septembre, les grands du syndicat, dont chaque Polonais connaît les noms, Bujak, Frasyński, Lis, Borusewicz, Jedynak ont recouvré la liberté. Aux yeux de la population, cela allait de soi, c'étaient eux qui incarnaient le syndicat et c'étaient eux qui étaient sa direction avec, bien sûr, Walesa à la tête. Ils devaient impérativement trouver une forme d'action susceptible de répondre à la nouvelle situation politique.

### DEUX PROJETS

Deux projets ont été proposés lors d'une réunion qui s'est tenue à Varsovie le 20 septembre et à laquelle a participé Lech Walesa.

Dans le premier projet, Lech Walesa, Zbigniew Bujak, Władysław Frasyński et Bogdan Lis font une déclaration com-

mune sur la nouvelle situation. Par la suite, ce quatuor émet de temps en temps une déclaration de principe. A part cela, rien ne change. Gorny, Kulerski et Muszynski restent dans la TKK qui, elle, reste clandestine.

Dans le second projet, Lech Walesa crée un Conseil de Solidarité auquel adhèrent, hormis des militants non clandestins, des clandestins qui signent de leur nom les prises de position de la TKK. Ceux-là peuvent profiter de cette occasion pour sortir de la clandestinité, s'ils le désirent. La TKK ne serait alors composée que de représentants régionaux anonymes. Deux variantes ont été envisagées pour le Conseil : un groupe restreint uniquement composé des anciens membres de la TKK, ou un groupe plus large composé de représentants de la plupart des régions (proposés par région). Dans le premier cas, le Conseil aurait compté dix membres, dans le second, près de soixante.

Le premier projet, sans Conseil, a été approuvé par Walesa et ses conseillers, le second par les anciens de la TKK. Après une longue discussion dans laquelle on s'est efforcé de concilier les différents points de vue, il fut décidé que l'on allait demander à la TKK de mettre sur pied le Conseil et que Walesa se contenterait d'approuver. La TKK a donc reçu une lettre contenant une liste de candidats proposés pour le Conseil (variante large) et un compte-rendu détaillé de la rencontre du 20 septembre. Les membres de la TKK n'ont pas accepté cette proposition, en arguant de l'incohérence du projet (une institution clandestine mettant sur pied une institution non clandestine), de difficultés à délimiter les compétences de la TKK et du Conseil et de raisons éthiques : il leur était impossible d'exposer les collègues à peine sortis de prisons à de nouvelles arrestations. La TKK a estimé que c'était plutôt au président du syndicat de fonder le Conseil et elle s'en est remise à lui.

La situation a dû être analysée encore une fois. Une autre rencontre a eu lieu à Gdansk le 29 septembre et, après une discussion mouvementée, Walesa a décidé de former un conseil composé de sept personnes, tous anciens membres de la TKK.

Dans sa déclaration publique à propos de la création du Conseil, Walesa a dit qu'il fallait « élaborer et définir un nouveau mode d'action, non clandestin et légal ». Sa déclaration, comme celle du Conseil, était empreinte d'esprit de conciliation et de dialogue mais ne reniait en aucune façon les idéaux fondamentaux de Solidarité.

## LES PREMIERES REACTIONS

En dépit des différences d'opinion parmi les militants, la création du Conseil me semble un succès du syndicat. Elle prouve que le désir de se concerter pour trouver des solutions est toujours vivace. C'est en effet dans cet esprit que le syndicat s'est efforcé de répondre à la nouvelle situation politique. C'est d'ailleurs

ainsi que cette décision a été perçue par la grande majorité des syndicalistes. La réaction des militants des structures clandestines n'a pas été tout à fait la même, quant à celle de la TKK, elle fut diamétralement opposée. Les premiers surpris par l'abandon partiel de la clandestinité et ne sachant pas jusqu'où cela irait se sont inquiétés pour les acquis du syndicat. La TKK, elle, interpréta la création du Conseil comme une atteinte à sa position. Elle a ainsi pu l'interpréter parce que la déclaration de Walesa et celle du Conseil ne comportaient, hélas, pas un mot sur la TKK ni sur le rôle qu'elle sera appelé à jouer. Les déclarations ne précisaient pas non plus que les structures clandestines devaient rester en place tant qu'il ne serait pas possible au syndicat de réellement agir au grand jour.

Sa situation s'est encore compliquée avec la création spontanée de représentations non clandestines régionales (Varsovie, Lublin, Haute-Silésie, Lodz et autres). De toute évidence, les militants n'attendaient qu'une occasion pour créer des représentations, vu la rapidité avec laquelle tout cela s'est fait. Sans nul doute la précipitation fut trop grande et cela contribua à la confusion dans les structures clandestines. Nous, les dirigeants de la région de Varsovie, sommes partiellement responsables dans la mesure où la sortie à la surface de notre commission régionale, le lendemain de la création du Conseil, a ouvert la voie à d'autres régions. Cette précipitation s'explique par l'euphorie qui a immédiatement succédé à l'amnistie, aucune analyse réaliste de la situation n'ayant encore eu lieu.

Cela étant, la création de ces conseils régionaux au grand jour est un processus sain et, somme toute, positif parce qu'elle permet d'activer les régions et d'engager à la surface l'action syndicale (défense du niveau de vie, de la santé et de la sécurité du travail), comme l'action autogestionnaire et l'action sociale. La déclaration de la commission régionale exécutive de la région de Varsovie du 8 octobre (voir page 14) contient l'esquisse d'un tel programme.

Il est important que la création des conseils régionaux augmente la cohésion et ne soit pas source de conflits, qu'elle ne génère pas des querelles de personnes ni de rivalités entre les groupes. Le conseil de la région de Lublin et celui de Haute-Silésie semblent être des exemples positifs. Le premier intègre des dirigeants non seulement de la ville de Lublin, mais aussi d'autres villes de la région, comme Chelm et Zamosc. La situation est similaire en Haute-Silésie, la plus grande région de la Pologne, où l'intégration de dirigeants de diverses zones, lui donne une chance de s'unifier en tant que région.

## LES CONTROVERSES

La création de conseils régionaux tout de suite après celle du Conseil provisoire national a parfois été interprétée comme signifiant qu'il devait y avoir une suite : création au grand jour de représentations de Solidarité dans les entreprises et de structures inter-entreprises

non clandestines également. Certaines commissions clandestines en ont ouvertement parlé. Il est, je pense, clair pour tout le monde qu'une telle frénésie ne ferait que mettre en danger les militants dans les entreprises. Rien d'étonnant à ce que les militants clandestins se soient sentis très inquiets et qu'il ait été nécessaire de les rencontrer, de leur expliquer. La Commission régionale exécutive de Varsovie, dans sa déclaration, a déconseillé aux commissions d'entreprises et aux structures de base du syndicat de sortir de clandestinité et a suggéré d'autres formes d'actions : conseils d'autogestion et groupes agissant au grand jour dans les entreprises pour intervenir dans les affaires concrètes, importantes pour le personnel.

Les craintes des clandestins, particulièrement vives dans les régions où la communication entre la clandestinité et la « surface » laisse à désirer et où les clivages dus aux différences d'optique sont particulièrement importants, se sont traduites par des déclarations empreintes de nervosité et d'incohérence. Le plus bel exemple en a été donné par la TKK qui, corrigeant à juste titre l'erreur du Conseil provisoire, a insisté sur le maintien des structures clandestines mais a formulé sa position avec une telle véhémence qu'on a eu l'impression que, selon elle, le syndicat tout entier devait se réfugier dans la clandestinité. Le Comité régional de grève de Basse-Silésie n'y est pas allé de main morte non plus. La TKK, tout en insistant sur la nécessité de renforcer son rôle et le rôle des autres structures clandestines, a néanmoins précisé dans le même texte que les deux dernières personnes à signer encore de leur nom ses déclarations quittaient la clandestinité (Jan Gorny et Marek Muszynski). Il est difficile de trouver une logique dans tout cela.

## QUE FAIRE MAINTENANT ?

Tous ces événements dont je viens de parler ont semé la confusion parmi les militants de Solidarité, ce qui lui est à long terme préjudiciable. Mais je décèle dans les conséquences négatives des événements le germe d'une solution positive : tout le monde est allé trop loin. Il est temps de reprendre ses esprits et d'harmoniser l'action.

Les personnes responsables au sein du syndicat, heureusement nombreuses, doivent expliquer dans le calme et avec intelligence ce que sont les rôles du Conseil provisoire et de la TKK et définir les compétences. Nous avons besoin des deux types d'action, clandestines et au grand jour. Nous avons besoin de la TKK composée de représentants des régions et du Conseil provisoire composé d'hommes tels que Bujak et Frasyuniuk. Nous avons évidemment besoin que ces deux instances collaborent. Il faut également harmoniser la collaboration entre les structures clandestines et les structures non clandestines dans les régions. Notre objectif est, ne l'oublions pas, la réactivation de Solidarité, car seul un syndicat vivant et fort sera capable de réagir face

à une situation politique changeante et pourra imposer des changements qui sortiront le pays de la crise. ■

Henryk WUJEC,  
Tygodnik Mazowsze,  
numéro 185 du 22 octobre 1986.

## L'attitude de "Tygodnik Mazowsze"

Nous avons repris les extraits ci-dessous de la rubrique qui résume la presse clandestine du numéro 186 du 5 novembre 1986 du Tygodnik Mazowsze.

La déclaration de la TKK est parfois interprétée dans la presse syndicale comme une tentative de miner le rôle du Conseil provisoire. Dans l'article intitulé « la volte-face du président » (c'est-à-dire Walesa), le « Przegląd Wiadomości Agencyjnych » de Varsovie (numéro 73 du 26 octobre) écrit que « non seulement elle a mis à mort l'initiative politique liée à la création du Conseil provisoire mais, ce

qui aura des conséquences plus graves encore, a largement miné la confiance accordée jusque-là à la direction publique et clandestine du syndicat ». Un jugement aussi catastrophique est isolé, mais la désorientation paraît générale.

### LES QUESTIONS LES PLUS SOUVENT SOULEVÉES

Les revues *Wola* et *CDN-Głos Wolnego Robotnika* ont publié une liste de questions concrètes. Nous en reproduisons les plus importantes :

1. Pourquoi le conseil provisoire n'a-t-il pas précisé dans sa déclaration constitutive qu'il allait agir parallèlement à la TKK et pourquoi n'a-t-il pas clairement délimité les compétences de chacun ?

2. Pourquoi aucun délégué de la région de Varsovie n'a assisté à la dernière réunion de la TKK avec Walesa ?

3. Pourquoi la déclaration publiée à l'issue de cette réunion ne mentionne-t-elle pas clairement le Conseil provisoire et les conseils régionaux ? Ne les met-elle pas ainsi dans une position ambiguë ?

4. Certaines régions ne créent pas de conseils mais réactivent les organes d'avant l'état de siège et Wroclaw (Basse-Silésie, ndlr.) n'a créé aucune structure non clandestine. N'est-ce pas la preuve qu'il y a discorde, confusion et lutte pour le pouvoir parmi les dirigeants du syndicat ?

5. Pourquoi la Commission régionale exécutive de Varsovie créée en septembre ne compte-t-elle pas parmi ses membres de militants connus de la direction régionale hormis Bujak et Kulerski, alors qu'on a annoncé la cooptation d'autres personnes ?

Nous aimerions, nous aussi, à la rédaction de *Tygodnik Mazowsze*, voir clair dans toutes ces questions. De même souscrivons-nous à cette dernière interrogation que nous reproduisons : « Doit-on vraiment publier toutes ces déclarations souvent contradictoires et dont le sens échappe aux lecteurs ? Tant d'informations importantes finissent à la poubelle faute de place ! » ■

Tygodnik Mazowsze,  
numéro 186 du 5 novembre 1986.

# INPRECOR INDEX 1986

- AFGHANISTAN -			D'Alexandra à Mamelodi Nathan PALMER	224	21.07.86
La gangrène de l'armée soviétique Michel LEQUENNE	213	17.02.86	Le mouvement syndical indépendant face à la répression ; interview de Jay Naidoo, dirigeant du COSATU (I) "SOUTH AFRICAN LABOUR BULLETIN"	225	08.09.86
- AFRIQUE DU SUD -			Résistance multiforme contre l'escalade répressive du régime Tony ROUX	226	22.09.86
Les syndicats et le boycott des commerces blancs dans la région du Natal Yunus CARRIM, "WORK IN PROGRESS"	211	20.01.86	Un important congrès syndical DOCUMENT	228	20.10.86
Campagne d'intimidation de l'Inkatha contre l'UDF Richard DE VILLIERS	211	20.01.86	Après le vote des sanctions par le Congrès américain Peter BLUMER	229	03.11.86
La création du COSATU : une étape nouvelle dans le développement du mouvement syndical indépendant Peter BLUMER	213	17.02.86	Campagne commune contre l'état d'urgence (N)	229	03.11.86
Les résolutions du congrès de fondation du COSATU DOCUMENTS	213	17.02.86	Débat autour du double pouvoir Peter BLUMER	231	01.12.86
"Un géant est né" "FINANCIAL MAIL"	213	17.02.86	Débat autour de la Charte de la liberté Peter BLUMER	232	15.12.86
Interview d'Elijah Barayi, président du COSATU (I) "CONGRESS NEWS"	213	17.02.86	- ALLEMAGNE DE L'EST (RDA) -		
Déclaration commune du COSATU, de l'ANC et du SACTU (N)	213	17.02.86	La position des pacifistes est-allemands DOCUMENT	212	03.02.86
Le mouvement de masse à la recherche de son second souffle Peter BLUMER	219	12.05.86	Le renouveau de l'opposition DOCUMENT	228	20.10.86
Plus d'un million de grévistes pour le 1er mai Tony ROUX	220	26.05.86	- ALLEMAGNE DE L'OUEST (RFA) -		
L'état d'urgence contre le mouvement de masse Tony ROUX	223	07.07.86	Féminisme et syndicats Steffie ENGERT	214	03.03.86
Solidarité urgente face à la répression "INPRECOR"	224	21.07.86	Grève pour le droit de grève Peter BARTELHEIMER	215	17.03.86
Crossroads et la bataille des townships Tony ROUX	224	21.07.86	Fusion du GIM et du KPD (N)	229	03.11.86

- AMERIQUE CENTRALE -

Dossier sur le mouvement syndical en Amérique centrale			
(Guatemala, Nicaragua, Honduras, El Salvador)	226	22.09.86	
Contre l'intervention US en Amérique centrale (N)	230	17.11.86	

- AMERIQUE LATINE -

Un continent étranglé par la dette Claude DEVILLIERS	210	06.01.86	
Cuba : rencontre des intellectuels pour la souveraineté des peuples d'Amérique latine (N)	211	20.01.86	
IVe Internationale : réunion latino-américaine (N)	228	20.10.86	
Appel syndical contre la dette (N)	229	03.11.86	

- ANTILLES -

La position du GRS pour les élections régionales (N)	212	03.02.86	
--	-----	----------	--

- ARGENTINE -

L'autocritique du Parti communiste argentin Horacio TARCUS	232	15.12.86	
Un dirigeant du PCA s'exprime Fernando NADRA	232	15.12.86	

- AUSTRALIE -

La scission du SWP de la IVe Internationale Déclaration du Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale	213	17.02.86	
--	-----	----------	--

- AUTRICHE -

La droite a le vent en poupe après la victoire électorale de Kurt Waldheim Robert MISIK	225	08.09.86	
--	-----	----------	--

- BELGIQUE -

Le ministre de la Justice s'en prend au POS (N)	211	20.01.86	
Deux mois et demi de luttes contre le gouvernement Martens-Gol Frank SLEGERS	223	07.07.86	
Le FGTB soutient le Nicaragua "INPRECOR"	223	07.07.86	
Les jeunes sur la brèche ; entretien avec un responsable de la JGS (I) "INPRECOR"	223	07.07.86	
Forces et faiblesses de l'avant-garde syndicale Frank SLEGERS	224	21.07.86	
Les comités de grève dans les mines de Limbourg "LA GAUCHE"	224	21.07.86	
Deux semaines de grève dans la région du centre; interview d'un dirigeant syndical (I) A. VAN PRAET	224	21.07.86	
Soutien aux luttes ouvrières (N)	230	17.11.86	

- BOLIVIE -

Nouveaux affrontements entre le gouvernement et les mineurs Livio MAITAN	226	22.09.86	
---	-----	----------	--

- BRESIL -

Important succès électoral du PT aux municipales (N)	210	06.01.86	
Témoignage d'une marxiste révolutionnaire féministe, membre du PT (I) Claude SEVRAC	214	03.03.86	
Rompres l'immobilisme face au "pacotao" gouvernemental "EM TEMPO"	219	12.05.86	
La position de la Centrale unique des travailleurs DOCUMENT	219	12.05.86	
Les débats au sein du Parti des travailleurs ; entretien avec José Genoino, député fédéral du PT (I) Jorge BUARQUE	223	07.07.86	



Le IVe congrès du Parti des travailleurs "INPRECOR"	223	07.07.86	- EGYPTE -		
Le mouvement ouvrier latino-américain en lutte contre la dette extérieure; entretien avec un responsable de la CUT (I) Jorge BUARQUE	223	07.07.86	Mutinerie des policiers conscrits (N)	215	17.03.86
3e congrès de l'ORM-DS (N)	225	08.09.86	- EL SALVADOR -		
- CANADA -			Le congrès de FENASTRAS s'est tenu à San Salvador (N)	210	06.01.86
Une nouvelle organisation marxiste révolutionnaire (N)	215	17.03.86	L'unité syndicale se renforce (N)	217	14.04.86
- CHILI -			Unité syndicale contre Duarte André DUBOIS	219	12.05.86
La poussée des masses accentue la crise du régime militaire (N)	225	08.09.86	Duarte perd du terrain, le mouvement ouvrier se renforce Arnold BERTHU	226	22.09.86
"Il faut en finir avec la dictature" ; interview de José Carrasco (I) "AMAUTA"	229	03.09.86	Entretien avec le secrétaire général de ANDES-21 juin (I) Arnold BERTHU	226	22.09.86
- CHINE -			Interview d'un responsable de FENASTRAS (I) Arnold BERTHU	226	22.09.86
Les étudiants chinois contre l'impérialisme japonais ZHANG KAI	210	06.01.86	Proposition politique du FMLN-FDR DOCUMENT	230	17.11.86
Réhabilitation partielle de Léon Trotsky par des écrivains chinois Ernest MANDEL	218	28.04.86	L'offensive politique des révolutionnaires salvadoriens Jacobo JARAMILLO	230	17.11.86
A propos de la "Biographie critique de Trotsky" ZHU TINGGUAN	218	28.04.86	- EQUATEUR -		
- COLOMBIE -			Poussée électorale de la gauche ; un député du MRT au parlement Alfonso TAVARES	223	07.07.86
Assassinat d'un militant socialiste révolutionnaire (N)	211	20.01.86	- ERYTHREE -		
Le nouveau cours du régime de Belisario Betancur Dario CALDAS	217	14.04.86	Une lutte de libération nationale qui dure depuis 25 ans Paul WORCESTER	211	20.01.86
- CONGO -			"Notre lutte a un caractère national et de classe", interview du représentant en France du FPLE (I) Jean-Jacques LAREDO	211	20.01.86
La jeunesse se mobilise contre le régime (N)	210	06.01.86	- ETAT ESPAGNOL -		
Le réveil du mouvement lycéen Michel LAGUENAUD	213	17.02.86	On meurt toujours dans les prisons au Pays Basque (N)	211	20.01.86
- COREE DU SUD -			La loi du PSOE sur l'avortement, une insulte aux femmes ; interview de Justa Montera, féministe et dirigeante de la LCR (I) Judith BAKER	214	03.03.86
Un "miracle" fragile David CAMERON	228	20.10.86	7 millions contre l'OTAN, malgré la victoire de Felipe Gonzalez Miguel ROMERO	216	31.03.86
Durcissement du régime de Séoul David CAMERON	231	01.12.86	Les femmes à l'armée ? Non merci Fina RUBIO	216	31.03.86
- CUBA -			La LCR et le MCE appellent à l'absence pour les élections législatives anticipées (N)	222	23.06.86
Rencontre des intellectuels pour la souveraineté des peuples d'Amérique latine (N)	211	20.01.86	Amnistie pour les ouvriers agricoles andalous ! (N)	227	06.10.86
- ECOLOGIE -			- ETATS-UNIS -		
La course aux profits mène à Tchernobéle Charles-André UDRY	232	15.12.86	Une offensive en règle contre le droit à l'avortement ; interview d'une militante du SWP (I) Jacqueline HEINEN	214	03.03.86
- ECONOMIE -			Socialist action a deux ans (N)	215	17.03.86
Crise et restructuration dans l'industrie automobile Jean-Claude BERNARD	210	06.01.86	Lancement d'une nouvelle revue marxiste (N)	215	17.03.86
Les conséquences sociales de la crise économique en Europe capitaliste Ernest MANDEL	212	03.02.86	Des dizaines de milliers de femmes manifestent pour le droit à l'avortement Claude DEVILLIERS	217	14.04.86
La dynamique infernale de la spirale de l'endettement Ernest MANDEL	217	14.04.86	Reagan la guerre "INPRECOR"	218	28.04.86
Les méthodes des groupes japonais de l'automobile Winfried WOLF	218	28.04.86	George Breitman, cinquante ans d'activité révolutionnaire "BULLETIN IN DEFENSE OF MARXISM"	220	26.05.86
La crise met des millions de gens à la rue (N)	224	21.07.86	La longue grève des travailleurs du local P 9	224	21.07.86
Mini-récession ou récession prolongée : les perspectives pour l'économie internationale en 1986-1987 Ernest MANDEL	227	06.10.86	Le droit à l'avortement ; un terrain de contestation Dianne FEELEY	225	08.09.86
France : la crise, l'ouvrier et le robot Michel MOREL	231	01.12.86	Echec au FBI : le SWP gagne son procès DOCUMENT	227	06.10.86
			Contre l'intervention US en Amérique centrale (N)	230	17.11.86
			Une nouvelle loi anti-immigrés (N)	231	01.12.86

- EUROPE -

Rencontre des directions des sections de la IVe Internationale (N) 212 03.02.86

- FEMMES -

Travail-famille, famille-travail ; mais qu'est-ce qui fait courir les femmes ?  
Jacqueline HEINEN 214 03.03.86

Etats-Unis : une offensive en règle contre l'avortement ;  
interview d'une militante du SWP (I)  
Jacqueline HEINEN 214 03.03.86

RFA : féminisme et syndicats  
Steffie ENGERT 214 03.03.86

Etat Espagnol : La loi du PSOE sur l'avortement, une insulte aux femmes ;  
interview de Justa Montero, féministe et dirigeante de la LCR (I)  
Judith BAKER 214 03.03.86

Brésil : témoignage d'une marxiste révolutionnaire féministe, membre du PT (I)  
Claude SEVRAC 214 03.03.86

Philippines : la lutte contre l'oppression multiforme  
Sonia RUPON 214 03.03.86

Inde : le premier droit des femmes, c'est le droit de naître ;  
interview de notre camarade Trupti Shah (I)  
Jacqueline HEINEN 214 03.03.86

Etat Espagnol : les femmes à l'armée ? Non merci  
Fina RUBIO 216 31.03.86

Etats-Unis : des dizaines de femmes manifestent pour le droit à l'avortement  
Claude DEVILLIERS 217 14.04.86

Le droit à l'avortement, un terrain de contestation  
Dianne FEELEY 225 08.09.86

Le "socialisme réel" au féminin  
Jacqueline HEINEN 227 06.10.86

Inde : conférence du mouvement des femmes (N) 229 03.11.86

Rencontre des féministes socialistes (N) 231 01.12.86

- FRANCE -

Bilan d'une législature : des promesses de changement à la cohabitation  
Francis SITEL 214 03.03.86

La bataille de la LCR pour rassembler une alternative anti-capitaliste  
Francis SITEL 214 03.03.86

La victoire électorale de la droite  
Claude DEVILLIERS 216 31.03.86

Le retour de la droite au gouvernement  
Francis SITEL 218 28.04.86

Liberté pour Martine Toulotte  
"INPRECOR" 219 12.05.86

Martine Toulotte libérée (N) 221 09.06.86

La crise, l'ouvrier et le robot  
Michel MOREL 231 01.12.86

Un printemps en automne  
Ariane MERRI 233 29.12.86

De Fouchet à Devaquet, réformer l'université  
Dominique LEGRAND 233 29.12.86

Les Jeunesses communistes révolutionnaires dans la mobilisation ;  
interview de Gaëlle Lucille (I)  
Ariane MERRI 233 29.12.86

- GRANDE-BRETAGNE -

La défaite de la municipalité de Liverpool  
David CAMERON 210 06.01.86

Les syndicats du Livre dans le collimateur  
David CAMERON 218 28.04.86

Défaite électorale pour Margaret Thatcher (N) 221 09.06.86

Le mouvement ouvrier face à l'évolution de l'emploi des femmes  
Valérie COULTAS 225 08.09.86

Justice pour les mineurs (N) 231 01.12.86

- GRECE -

Interview de notre camarade Sofronis Papadopoulos (I)  
Jacqueline ALLIO 210 06.01.86

- GUATEMALA -

Cerezo, un gouvernement civil sous contrôle militaire  
Arnold BERTHU 226 22.09.86

Un début de réorganisation syndicale ;  
entretien avec des syndicalistes guatémaltèques (I)  
Arnold BERTHU 226 22.09.86

Communiqué de l'URNG (N) 231 01.12.86



- HAITI -

Bébé Doc est parti, mais Washington veille au grain  
Claude DEVILLIERS 213 17.02.86

Pas encore la démocratie  
Julien LARIVIERE 215 17.03.86

Autopsie d'une dictature  
Arthur MAHON 216 31.03.86

Mobilisation générale contre le Conseil national de gouvernement  
Andy BROCK 222 23.06.86

- HISTOIRE -

L'ONU a quarante ans  
André DUBOIS 213 17.02.86

- HONDURAS -

Le réveil d'un pays occupé  
Roberto DIAZ 226 22.09.86

- HONGRIE -

Il y a trente ans, la révolution hongroise  
Arthur WILKINS 229 03.11.86

- ILE MAURICE -

Les élections municipales et la campagne de l'OMT-FNAS (N) 212 03.02.86

- INDE -

Le premier droit des femmes, c'est le droit de naître ;  
interview de notre camarade Trupti Shah (I)  
Jacqueline HEINEN 214 03.03.86

Premier bilan du gouvernement de Rajiv Gandhi  
M. NAVID 220 26.05.86

Conférence du mouvement des femmes (N) 229 03.11.86

**- IRAN -**

Comment Khomeiny a écrasé le mouvement ouvrier Saber NIKBEEN	219	12.05.86
La situation de la classe ouvrière sous le règne des ayatollahs Saber NIKBEEN	220	26.05.86

**- IRLANDE -**

L'accord entre Londres et Dublin, une tentative pour isoler le mouvement républicain John MEEHAN	211	20.01.86
---	-----	----------

**- ITALIE -**

La longue marche du PCI Livio MAITAN	211	20.01.86
Poèmes contre l'apartheid (N)	216	31.03.86
Le PCI parachève sa social-démocratisation Livio MAITAN	219	12.05.86
Mouvement syndical et politique d'austérité Eletra DEIANA	222	23.06.86
Entretien avec Franco Grisolia, élu à la direction de la CGIL (I) "INPRECOR"	222	23.06.86
Troisième congrès de la LCR (N)	224	21.07.86

**- JAPON -**

Les méthodes des groupes japonais dans l'automobile Winfried WOLF	218	28.04.86
--	-----	----------

**- JEUNES -**

Les jeunes sur la brèche, entretien avec un responsable de la JGS (I) "INPRECOR"	223	07.07.86
Réussite du troisième camp international (N)	227	06.10.86
Un printemps en automne Ariane MERRI	233	29.12.86
De Fouchet à Devaquet, réformer l'université Dominique LEGRAND	233	29.12.86
Les Jeunesses communistes révolutionnaires dans la mobilisation ; interview de Gaëlle Lucille (I) Ariane MERRI	233	29.12.86

**- LIBAN -**

Vers une nouvelle offensive syrienne ; interview de Salah Jaber (I) Gerry FOLEY, "INTERNATIONAL VIEWPOINT"	228	20.10.86
---	-----	----------

**- LIBYE -**

Reagan la guerre "INPRECOR"	218	28.04.86
Les véritables objectifs de l'agression américaine Salah Jaber	218	28.04.86
La stratégie de Reagan contre Kadhafi Claude GABRIEL	219	12.05.86
Protestations internationales contre l'agression US "INPRECOR"	219	12.05.86

**- MARTINIQUE -**

8 % pour l'extrême gauche aux élections régionales	217	14.04.86
--	-----	----------

**- MARXISME -**

Il y a cent ans, "Die Neue Zeit" Ernest MANDEL	210	06.01.86
Parution du premier numéro des "Cahiers d'étude et de recherche" (N)	225	08.09.86
Congrès Gramsci-Mariategui (N)	230	17.11.86

**- MEXIQUE -**

La politique unitaire du PRT (N)	218	28.04.86
Un dirigeant sandiniste expulsé du pays (N)	223	07.07.86
Dix ans d'histoire du PRT Simon CASTILLEJOS BEDWELL	225	08.09.86
Tchécoslovaquie : débat à propos de la situation au Nicaragua Jean-Pierre RIEL, Hubert SANDOR	216	31.03.86
La Lettre ouverte au président de la République nicaraguayenne DOCUMENT	216	31.03.86
Acquis et contradictions de la situation économique Jean-Pierre RIEL	217	14.04.86
"Plus un paysan sans terre" Charles-André UDRY	217	14.04.86
1985, l'année la plus difficile depuis la victoire révolutionnaire Maria MERRI	218	28.04.86
Premier congrès paysan depuis la révolution (N)	221	09.06.86
Le rôle des syndicats dans la révolution sandiniste ; table ronde avec des représentants de plusieurs centrales syndicales (I) "BARRICADA"	226	22.09.86
Rencontre des ouvrières agricoles (N)	228	20.10.86
Il y a vingt-cinq ans, naissait le FSLN DOCUMENT	231	01.12.86
Carlos Fonseca, maillon vital ; interview de Tomas Borge (I) "ALAI"	231	01.12.86

**- LES NOTRES -**

George Breitman (1916-1986) Bureau du Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale	219	12.05.86
---	-----	----------

**- NOUVELLE-CALEDONIE -**

Un an après l'assassinat d'Eloi Machoro (N)	211	20.01.86
---	-----	----------

**- NUCLEAIRE -**

Les leçons de Tchernobyl Robert LOCHHEAD	221	09.06.86
Le programme nucléaire soviétique Robert LOCHHEAD	221	09.06.86
Hypocrisies radioactives Robert LOCHHEAD	221	09.06.86
Déclaration du Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale	223	07.07.86

**- PAKISTAN -**

La dictature militaire contestée Tariq ALI	221	09.06.86
Après le coup de force contre l'opposition au général Zia ; interview de Tariq Ali (I) David CAMERON	225	08.09.86
Le Pakistan n'est pas les Philippines Claudia WRIGHT	225	08.09.86

**- PAYS-BAS-**

Les sociaux-démocrates marquent des points aux élections municipales (N)	217	14.04.86
Comment la droite a gagné les élections législatives Richard BASTIAANS	224	21.07.86
La campagne du SAP "INPRECOR"	224	21.07.86

**- PAYS DE L'EST -**

Dossier mouvement pacifiste : débat autour de l'Appel de Prague	212	03.02.86
Forum pour le respect du suffrage (N)	228	20.10.86

Ils louent leurs travailleurs à l'Ouest (N)	215	17.03.86
Le "socialisme réel" au féminin Jacqueline HEINEN	227	06.10.86
<b>- PAYS DOMINES -</b>		
Le mouvement des non-alignés après le sommet de Harare Claude DEVILLIERS	227	06.10.86
Contre la dette extérieure (N)	231	01.12.86
Un défi pour la construction du parti des révolutionnaires Sergio RODRIGUEZ	232	15.12.86
Le PRT et l'unité de la gauche DOCUMENT	232	15.12.86
<b>- MOUVEMENT PACIFISTE -</b>		
Le débat autour de l'appel de Prague Jacqueline ALLIO	212	03.02.86
L'appel de Prague DOCUMENT	212	03.02.86
La position des pacifistes est-allemands DOCUMENT	212	03.02.86
Helsinki, la diplomatie et le mouvement pacifiste DOCUMENT	212	03.02.86
Lettre du KOS polonais DOCUMENT	212	03.02.86
Comment réaliser nos objectifs communs ? Jacqueline ALLIO, Ernest MANDEL	212	03.02.86
Il n'y a qu'un seul bloc militaire "POLITIKUS"	212	03.02.86
Réponse à "Politikus" Petr UHL	212	03.02.86
La paix et les droits de l'homme Mihailo MARCOVIC	212	03.02.86
Forum du mouvement pacifiste catalan (N)	231	01.12.86
<b>- MOZAMBIQUE -</b>		
Difficultés grandissantes pour le régime du Frelimo (N)	216	31.03.86
<b>- NICARAGUA -</b>		
Révolution et contre-révolution, les deux Eglises du Nicaragua Maria MERRI	215	17.03.86
<b>- PHILIPPINES -</b>		
La fraude électorale ne freinera pas la crise de la dictature Paul PETITJEAN	212	03.02.86
L'agonie de la dictature Marcos Paul PETITJEAN	214	03.03.86
La lutte contre l'oppression multiforme Sonia RUPON	214	03.03.86
Après la chute de Marcos, une nouvelle situation politique Paul PETITJEAN	215	17.03.86
Solidarité avec le peuple philippin Déclaration du Comité exécutif international (CEI) de la IVe Internationale	215	17.03.86
Le gouvernement Aquino face aux problèmes sociaux et économiques Paul PETITJEAN	217	14.04.86
Les débats au sein de la gauche révolutionnaire Paul PETITJEAN	220	26.05.86
Trois mois après la "révolution de février" : l'évolution de la gauche qui a participé à la campagne Aquino Paul PETITJEAN	221	09.06.86
Le PCP fait son autocritique Paul PETITJEAN	222	23.06.86



Le sucre amer de Negros : reportage sur une île qui lutte pour sa survie Paul PETITJEAN, Sonia RUPON	227	06.10.86
Interview d'un dirigeant syndical des travailleurs du sucre (I) Russell JOHNSON	227	06.10.86
L'évolution de la gauche et les divisions du gouvernement Aquino Paul PETITJEAN, Sonia RUPON	230	17.11.86
Qui sont les Volontaires de la démocratie populaire ? Interview d'Ed de la Torre(I) Paul PETITJEAN	230	17.11.86
La création du Partido ng Bayan : interview de José Maria Sison Paul PETITJEAN	230	17.11.86
Bisig, une force explicitement socialiste : interview de "Randy" David et "Dodong" Nemenzo Paul PETITJEAN	230	17.11.86
Le général Ramos sort de l'ombre David CAMERON	231	01.12.86
Message de solidarité au KMU et au Partido ng Bayan Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale	231	01.12.86
<b>- PEROU -</b>		
La "guerre sale" d'Alan Garcia ; interview de Hugo Blanco (I) Frank SLEGERS	228	20.10.86
Revendications et mobilisations paysannes Ariane MERRI	229	03.11.86
"Nous allons occuper les terres" ; interview de Julian Paucar (I) Frank SLEGERS	229	03.11.86
Terreur blanche à Puno DOCUMENT	229	03.11.86
<b>- POLOGNE -</b>		
"Rendez-nous nos usines !", un livre de Z. Kowalewski Cyril SMUGA	211	20.01.86
Lettre du KOS polonais DOCUMENT	212	03.02.86
Interview d'un dirigeant de l'Entente de l'opposition ouvrière DOCUMENT	221	09.06.86
L'Entente de l'opposition ouvrière et la question de la paix DOCUMENT	221	09.06.86
Déclaration politique de l'Union des conseils ouvriers du mouvement de résistance polonais de Haute-Silésie DOCUMENT	221	09.06.86

Arrestation de Zbigniew Bujak, dirigeant clandestin de Solidarité Cyril SMUGA	222	23.05.86	Un parlement du peuple contre l'apartheid (N)	218	28.04.86
Nouveaux développements dans la gauche révolutionnaire Arthur WILKINS	229	03.11.86	Congrès de la section suédoise (N)	228	20.10.86
Pour une république autogérée indépendante ; déclaration du RPRS DOCUMENT	229	03.11.86	- SUISSE -		
"Nous avons besoin d'un parti" ; interview d'un dirigeant du RPRS (I) "WOLNY ROBOTNIK"	229	03.11.86	Du nouveau en Helvétie (N)	227	06.10.86
Solidarité face à une nouvelle épreuve Arthur WILKINS	229	03.11.86	Manifestation antiraciste à Berne (N)	230	17.11.86
Solidarité entre la clandestinité et le travail ouvert DOCUMENTS	233	29.12.86	-SYRIE -		
Des vagues au sein de Solidarité Henryk WUJEC	233	29.12.86	Les Kurdes défient la bureaucratie baassiste (N)	219	12.05.86
L'attitude de "Tygodnik Mazowsze"	233	29.12.86	Nouvelle vague d'arrestations et de tortures " INPRECOR "	223	07.07.86
- PORTUGAL -			Solidarité avec les victimes de la répression; Déclaration du Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale	223	07.07.86
La victoire électorale de Mario Soares Francisco LOUCA	215	17.03.86	- TCHECOSLOVAQUIE -		
Ve congrès du PSR (N)	220	26.05.86	L'Appel de Prague DOCUMENT	212	03.02.86
Rencontre du PSR et du PCP (N)	229	03.11.86	Il n'y a qu'un seul bloc militaire " POLITIKUS "	211	03.02.86
- QUATRIEME INTERNATIONALE -			Réponse à " Politikus " Petr UHL	212	03.02.86
Tunisie : déclaration du Bureau du Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale	211	20.01.86	Débat à propos de la situation au Nicaragua Jean-Pierre RIEL, Hubert SANDOR	216	31.03.86
Rencontre des directions des sections de la IVe Internationale (N)	212	03.02.86	La Lettre ouverte au président de la République nicaraguayenne DOCUMENT	216	31.03.86
La scission du SWP australien de la IVe Internationale Déclaration du Secrétariat unifié de la IVe Internationale	213	03.02.86	" INPREKOR " en tchèque numéro 2-3 vient de paraître (N)	219	12.05.86
Solidarité avec le peuple philippin Déclaration du Comité exécutif international (CEI) de la IVe Internationale	215	17.03.86	- THAILANDE -		
Les nôtres : George Breitman (1916-1986) . Déclaration du Bureau du Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale	219	12.05.86	Le PCT commence à surmonter sa crise ; interview d'un responsable du comité central du PCT (I) Paul PETITJEAN	224	21.07.86
Nucléaire : déclaration du Secrétariat unifié (SU) de la IIve Internationale	223	07.07.86	Résolutions du congrès de 1982 du PCT DOCUMENTS	224	21.07.86
Syrie : solidarité avec les victimes de la répression Déclaration du Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale	223	07.07.86	- TUNISIE -		
Jeunes : réussite du troisième camp international (N)	227	06.10.86	Déclaration du Bureau du Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale	211	20.01.86
Réunion latino-américaine (N)	228	20.10.86	- UNION SOVIETIQUE -		
Rencontre européenne (N)	230	17.11.86	Quand Gorbatchev défend la censure Ernest MANDEL	216	31.03.86
Message de solidarité au KMU et au Partido ng Bayan Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale	231	01.12.86	L'URSS dans le miroir du 27e congrès du PCUS Ernest MANDEL	221	09.06.86
- QUEBEC -			Le nouveau programme du PCUS Ernest MANDEL	222	23.06.86
Le sens des élections provinciales et de la victoire du Parti libéral Geneviève BARIL-GINGRAS, Bernard RIOUX	216	31.03.86	Manifeste du mouvement pour le renouveau socialiste DOCUMENT	228	20.10.86
- REVUES -			- URUGUAY -		
Chroniques vietnamiennes (N)	231	01.12.86	Le Parti communiste d'Uruguay (PCU), de la " voie pacifique " au dialogue national PARTI SOCIALISTE DES TRAVAILLEURS (PST)	215	17.03.86
- SENEGAL -			Un an de " transition démocratique " Ernesto HERRERA	220	26.05.86
L'opposition condamne les raids US en Libye (N)	220	26.05.86	- YOGOSLAVIE -		
- SENEGAMBIE -			Nouvelle victoire pour les accusés de Belgrade (N)	211	20.01.86
Une confédération en crise (N)	217	14.04.86	La paix et les Droits de l'homme Mihailo MARCOVIC	212	03.02.86
- SUEDE -			Tensions nationales et conflits sociaux et politiques Catherine VERLA	230	17.11.86
Après l'assassinat d'Olof Palme (N)	216	31.03.86	Vagues de grèves en Yougoslavie Charles-André UDRY	230	17.11.86

La collection complète d'Autre-Chose est sortie. Elle est disponible en fac similé et comprend tous les numéros du quotidien de JCR pendant le mouvement étudiant du vendredi 28 novembre au vendredi 12 décembre.

Cette réédition historique est disponible sur commande au prix de 30 francs.

Chèque à l'ordre de la P.E.C.  
4, rue Richard Lenoir  
93140 MONTREUIL

